

# En Afrique, au Brésil les pays pauvres victimes de l'exploitation capitaliste

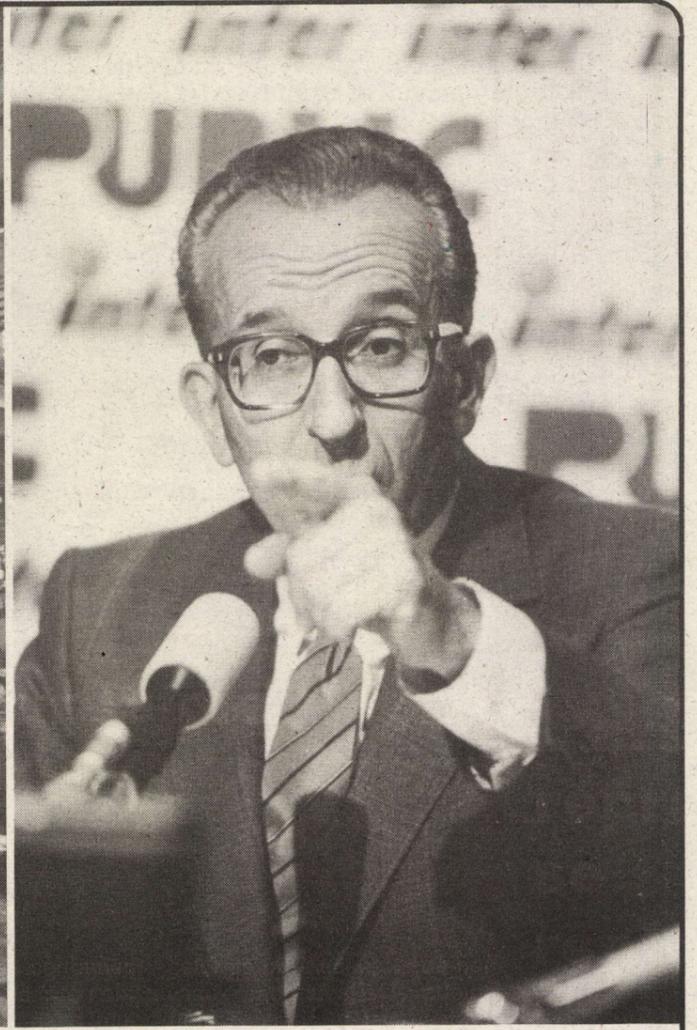
P. 10, 11 et 12

# LUTTE OUVRIÈRE

**Salaires,  
licenciements:  
le gouvernement  
à la rescousse  
des patrons**

voir nos articles  
P. 4, 5 et 6

Hebdomadaire - paraît le samedi - N° 811 - 17 décembre 1983 - prix : 6 F



**Gattaz réclame  
encore plus de liberté...  
pour exploiter  
les travailleurs !**

# sommaire

## Dans le monde

Page 8 :

— Un travail pas si « clandestin » qu'on le dit.

Page 10 :

— Famine en Afrique : une catastrophe pas naturelle.

Pages 11 et 12 :

— Brésil :

- Projet Carajas : les multinationales à l'œuvre.
- Le massacre des posseiros de P. Kotscho.
- Le FMI contre la population brésilienne.

— 15 millions d'enfants morts en 1983 dans le Tiers Monde.

## En France

Page 4 :

— PCF : deux langages, une seule politique.

Page 5 :

— Gattaz pour la liberté d'exploiter en rond.  
— Le FIM du fin en matière de subventions.

Page 6 :

— En réalité, le chômage augmente.

Page 7 :

— L'effet-report : un bon prétexte pour ne rien lâcher sur les salaires.

Page 9 :

— Contrôle médical... au service du capital.  
— HLM d'Argenteuil et Saint-Nazaire : les locataires s'organisent.

Page 13 :

— La Chapelle-Darblay ; Sacilor Gandrange.

Page 14 :

— CAF (Paris 15) : grève d'avertissement aux services Paie et Personnel.  
— Echos des entreprises : les patrons contre l'emploi.

Page 15 :

— Jeumont-Schneider Lyon ; EDF-GDF ; SOFAC Ardèche.

Page 16 :

— CGCT Vaugirard Paris 15 ; Renault Billancourt ; CCP Montparnasse.

## Culture

Page 17 :

— Films : *Le grand carnaval* ; *Boat People*.

Pages 18 et 19 :

— Livres : *Ces banquiers qui nous gouvernent* de J. Bornier ; *Combat pour la liberté* de P. et Cl. Thalmann ; *Thérèse Humbert* de L. Auriol ; *Retour en Afrique* de Chester Himes.  
— Spectacle : *Yvan Dautin*.

LUTTE OUVRIERE regroupe des militants pour qui le socialisme n'a ni le visage de Mitterrand, ni celui des actuels dirigeants de l'Union Soviétique.

Les travailleurs sont seuls capables de remplacer le capitalisme par une société libre, fraternelle, humaine, car communisme et socialisme sont le seul avenir possible pour l'humanité menacée par les guerres, les crises, l'épuisement des matières premières et la pollution dus à l'anarchie et à l'égoïsme de la société actuelle.

Les travailleurs devront détruire l'appareil d'Etat de la bourgeoisie, c'est-à-dire son gouvernement mais aussi son Parlement, ses tribunaux, sa police, son armée et exercer eux-mêmes, directement, le pouvoir, car le bulletin de vote ne peut pas changer la vie.

Les travailleurs n'ont pas de patrie et ils savent qu'un peuple qui en opprime un autre ne peut pas être un peuple libre.

C'est pourquoi les militants qui animent ce journal s'affirment trotskystes, c'est-à-dire communistes et socialistes révolutionnaires et internationalistes.

PPC, 25-27, rue de la Folie-Méricourt, 75011 Paris

Adresser toute correspondance à LUTTE OUVRIERE  
B.P. 233 - 75865 - Paris Cedex 18  
C.C.P. RODINSON PARIS 6851-10

# EN BREF

## On a dérobé la robe à Jésus-Christ

Des individus sans foi ni loi ont subtilisé dans la basilique Saint-Denis, à Argenteuil, la tunique que le Christ portait, paraît-il, au moment de la crucifixion.

En oui, vous ne le saviez peut-être pas, mais depuis l'an 800 de notre ère, un bout de

tissu de laine brune, qui avait été joué aux dés par des légionnaires romains pendant que le pauvre Jésus périsait dans les conditions qu'on connaît, était conservé en pleine « ceinture rouge » !

Ce n'est d'ailleurs pas la première fois que la robe passe dans des « mains sales », puisque déjà des « barbares » normands l'avaient dérobée en l'an 882. Elle n'avait été retrouvée qu'en 1158.

Cette fois, les ravisseurs, se seraient fait connaître en téléphonant au journal *Libération*. Ils demanderaient la libération de plusieurs détenus liés à Action Directe. Ils exigent que l'Eglise verse une somme de 300 000 francs à Solidarnosc. « L'Eglise peut payer, ont-ils affirmé, parce qu'elle a l'argent du prince de Monaco. Et puis d'ailleurs, Jésus-Christ est un révolutionnaire qui a été tué par les impérialistes religieux ».

Cette opération ressemble à un canular. Mais ses auteurs ne sont que des enfants de chœur, comparés à ceux qui, il y a deux mille ans, ont fait le coup de la multiplication des petits pains ou de la transfor-

mation de l'eau en vin. Car ils auront du mal, eux, à transformer la robe de bure en smoking « mohair et soie ».

Reste tout de même que laisser le Christ à poil, en cette période de froid, ce n'est pas chrétien.

## Qui c'est le roi ?

Le *Canard enchaîné* du mercredi 14 décembre relate que Mitterrand est un chaud partisan du retour des cendres de Charles X en France. C'est en 1830 que ce roi fut chassé du trône par une révolution et qu'il s'était ensuite exilé en Yougoslavie, pour y mourir en 1836 du choléra. Il fut enterré là-bas.

Des royalistes, dont Bertrand Renouvin, seraient intervenus auprès de Mitterrand, nous dit *Le Canard enchaîné*, pour que soient rapatriées ses cendres, qui manquent cruellement à la basilique de Saint-Denis où sont enterrés la plupart de nos rois de France. Il paraît même que, pour cette mission délicate, Mitterrand avait nommé un de ses conseillers particuliers. Mais, l'urne funéraire tardant à revenir, il aurait même rappelé à l'ordre ses hommes de confiance.

Il faut dire que l'opération n'est pas simple, car cette peau de vache de Charles X, avant de passer l'arme à gauche, avait précisé expressément qu'il n'était pas question que ses cendres soient rapatriées en France. De plus, comme les cimetières en Yougoslavie sont plus ou moins autogérés, cela complique, nous dit-on, l'opération.

Mitterrand réussira-t-il cette délicate opération, lors du voyage qu'il effectue en Yougoslavie ?

Et si oui, ce succès se traduira-t-il par un nouveau rétablissement de la balance commerciale ?

## Des flics, et pas des nounous !

« Ou bien on nous demande d'être les nouveaux agents d'une politique sociale générale — ce qui n'est pas notre métier — ou bien on nous considère comme des policiers, donc des spécialistes de la protection des citoyens et de la sécurité ».

Ces propos, cités par *Le Figaro*, sont ceux des CRS lyonnais, s'adressant à la population pour exprimer leur mécontentement après la marche des jeunes des Minguettes.

Enfin, quoi ! Faut pas confondre ! La générosité, on ne leur a pas appris ça à l'école de la police.



## La barbarie des civilisés

Au Pérou un neuro-chirurgien, ex-colonel en retraite, expérimente pour soigner les « grands drogués » une nouvelle forme de lobotomie du cerveau, qui porte le nom de « cingulotomie ». Cette pratique a suscité, au Pérou et de la part de personnalités médicales, de nombreuses protestations, en particulier parce que les drogués ainsi opérés deviendraient des « êtres diminués » à vie. Et l'on voit certes mal au nom de quoi, sinon de la barbarie, on chercherait à modifier ainsi la personnalité d'un individu, aussi drogué qu'il puisse être.

Parallèlement, on apprend qu'aux Etats-Unis un juge blanc de la cour d'Aderson a, la semaine dernière, donné le choix, si l'on peut dire, à trois hommes noirs, qui avaient violé puis torturé

une jeune fille noire, entre 30 ans de prison et la « castration chirurgicale ». Le procureur, dit-on, pensa que le « juge plaisantait ». Mais non, la proposition était des plus sérieuses. Là aussi, les protestations furent nombreuses, comme celle de la directrice d'un « centre anti-viol » qui expliquait notamment : « J'ai bien peur que la castration ne soit même pas plus dissuasive après qu'avant, quand ils se retrouveront dans la rue ». Et cette remarque avait amené le juge à proposer que la peine, alors, s'applique par exemple sous la forme d'injection d'oestrogènes, dans le but de diminuer la libido.

Chirurgien nostalgique des méthodes « militaires », juge en mal d'un retour à la loi du talion, le XX<sup>e</sup> siècle n'est décidément pas si loin du Moyen-Age !

## Bulletin d'abonnement

Je désire m'abonner aux publications suivantes (1) :

LUTTE OUVRIERE

pour une période de un an : 180 F

pour une période de six mois : 95 F

LUTTE DE CLASSE

(mensuel politique publié par Lutte Ouvrière)

pour une période de un an : 60 F

NOM : .....

Prénom : .....

Adresse : .....

Code postal : .....

Joindre la somme par chèque ou mandat-lettre à l'ordre de Michel Rodinson, CCP Paris 6851-10. A expédier à : LUTTE OUVRIERE, BP 233, 75865 Paris Cedex 18.

(1) Rayer les mentions inutiles

## Gattaz demande plus de liberté... pour exploiter les travailleurs

**P**LUS de liberté pour les patrons, voilà ce qu'a réclamé Gattaz. Ceux-ci en ont pourtant déjà pas mal, pour augmenter les prix, pour freiner les salaires. Mais cela ne leur suffit pas. Ils en veulent encore plus. Et ils veulent surtout pleine liberté pour licencier et mettre à la rue les travailleurs.

Et ce n'est pas un hasard si, en même temps, on voit le même Gattaz mener bataille pour remplacer l'actuel système d'allocations chômage par un système qui coûterait moins cher aux patrons. Le patronat sait que dans les mois à venir, il y aura des dizaines et des dizaines de milliers de licenciements dans la métallurgie, l'automobile, la sidérurgie, la chimie. Alors, il veut que les chômeurs soient moins indemnisés et surtout que le plus grand nombre possible d'entre eux passe à la charge de l'Etat. Car liberté oblige : les patrons ne vont tout de même pas se débarrasser de travailleurs pour s'en encombrer comme chômeurs.

A entendre Gattaz, il serait de l'intérêt de tous que les patrons rentabilisent au plus vite, en produisant plus avec moins d'ouvriers. Il explique que, en tardant trop à se débarrasser d'un excédent de travailleurs, les dirigeants d'entreprises prendraient le risque de se retrouver à la faillite. Et que ce serait cela qui nécessiterait des licenciements massifs.

C'est cela la chanson des patrons pour tenter de faire accepter l'accroissement du chômage. Comme si le malheur des chômeurs faisait le bonheur de ceux qui gardent leur place. Mais c'est tout le contraire.

Car plus il y aura de chômeurs, moins la classe ouvrière aura de pouvoir d'achat, toute la classe ouvrière. Les chômeurs, bien sûr. Mais aussi ceux qui garderont leur travail et qui seront contraints de travailler pour moins cher par crainte de se retrouver à leur tour à la rue.

Alors cette situation ne se traduirait pas par un accroissement des investissements, par la création d'emplois nouveaux. Car les détenteurs de capitaux, qui aujourd'hui prétendent ne pas investir parce qu'ils emploient trop de bras, prétendent demain qu'ils ne peuvent pas investir parce que le marché est réduit, que la concurrence est trop âpre. Et ils continueront à spéculer sur les monnaies fortes parce que cela leur rapporte bien plus, et bien plus rapidement que d'investir.

Aujourd'hui Gattaz et avec lui les bourgeois, les grands comme les petits, pleurent que le gouvernement de gauche leur met trop d'entraves, qu'il protège trop les travailleurs et que cela les empêche, eux, les patrons, de faire face à la concurrence.

Allons donc, les patrons ont rarement eu les mains aussi libres. En particulier pour piocher à leur guise dans les caisses de l'Etat. Ils ont rarement bénéficié de la part d'un gouvernement d'autant de faveur, car le gouvernement de gauche n'en finit pas de donner des gages aux patrons. Comme s'il voulait se laver du péché d'avoir été élu en grande partie par les travailleurs.

Alors s'il y a crise aujourd'hui, ce n'est sûrement pas parce que les capitalistes manquent de liberté et de moyens. Ils ont toute liberté pour produire des richesses, les échanger et c'est eux qui décident de les gaspiller. Ils ont à leur disposition la force de travail de millions d'hommes et de femmes, et c'est eux qui en font des bras inutiles.

Et si avec tout cela, les capitalistes, les patrons se révèlent impuissants contre la crise, impuissants contre le chômage, si leur liberté d'entreprendre, d'exploiter et de commercer mène le monde là où il est, pourquoi faudrait-il leur en donner davantage ?

Tout au contraire, il devient urgent de limiter leur liberté et de les contraindre à respecter les intérêts des travailleurs, en les obligeant à prendre sur leurs profits pour payer la crise. Cela ne la supprimerait pas, c'est vrai. Mais cela empêcherait au moins que ce soit toujours les mêmes qui en fassent les frais.

Le gouvernement ne fera rien dans ce sens. Il l'a montré et le montre tous les jours. Les partis de gauche, liés au gouvernement, ne le feront pas non plus. Tout juste élèvent-ils quelques protestations verbales. Quant aux dirigeants syndicaux, s'ils haussent le ton, c'est pour tenter de regagner auprès des travailleurs le crédit que la politique du gouvernement leur fait perdre. Mais ce crédit, ils l'utiliseront pour inciter les travailleurs à prendre patience et finalement à tout accepter.

Mais la classe ouvrière n'est pas mariée avec tous ces gens-là. Alors qu'elle reprenne donc sa liberté et l'on pourrait bien voir Gattaz et les siens ravalés leurs plans de licenciements.

Arlette LAGUILLER

Talbot :

## Une grève qui embarrasse le gouvernement

Le gouvernement est manifestement embarrassé par l'affaire Talbot et surtout la tournure qu'elle prend depuis que 8 000 travailleurs sont en grève à Poissy.

Peu à peu, au fil des semaines, on avait vu nettement se dessiner les concessions qu'il s'appropriait à faire au groupe P.S.A., d'autant qu'il avait clairement fait savoir qu'« il ne pouvait être question d'empê-

cher des mutations technologiques de s'opérer ».

Il avait même laissé entendre la semaine dernière, au risque de mettre son ministre délégué à l'Emploi, Jacques Ralite, en porte à faux (celui-ci ayant solennellement déclaré qu'il n'y aurait aucun licenciement... avant janvier 1984, il est vrai !) qu'il accorderait l'autorisation de licencier plusieurs centaines de travailleurs.

Mais il a été surpris par la grève. Une grève de toute l'usine, plus suivie et plus décidée semble-t-il que ne l'aurait pensé la CGT elle-même, pourtant à l'initiative de son déclenchement.

C'est du moins ce que laisse supposer l'attitude et les déclarations de Sainjon, par exemple, dirigeant de la fédération CGT-Métallurgie, qui tient à

insister lourdement sur les objectifs de sa centrale. Ce qu'il veut, lui, c'est que les 8 000 travailleurs de chez Talbot soient en grève... pour le maintien de la fabrication Talbot à Poissy !

Sa réaction, jeudi 15, après l'annonce de M. Pecqueux, le directeur de l'usine, que Talbot cesserait de payer les salaires et « d'accueillir le personnel »

dans l'usine — chantage éhonté s'il en est — était des plus modérées.

Quelles seront par contre les réactions du côté des grévistes ? Leur détermination sera-t-elle assez forte pour passer outre aux embarras gouvernementaux, au chantage de la direction et aux arrières-pensées syndicalistes, et imposer le refus des 2 905 licenciements ?

## Des indications bien partielles

Dans les résultats des élections qui ont eu lieu le dimanche 12 décembre — 2 législatives partielles, 7 cantonales et 2 municipales — chacun a trouvé de quoi se dire satisfait : la droite, du recul de la gauche ; le PC, de ce qu'il maintenait à peu près ses scores et de ce qu'il perdait bien moins que le PS ; et ce dernier, de ce que le radical de gauche qui se présentait dans le Lot soit en bonne posture pour le second tour. En fin de compte, on n'a pas vu de nouvelles tendances se manifester au travers de ces élections.

Le fait le plus remarqué en a donc été le score de Le Pen, qui se présentait dans la 2<sup>e</sup> circonscription du Morbihan, celle dont il est originaire. Il a recueilli 12 % des voix, c'est-à-dire pas assez pour avoir la possibilité de se maintenir au second tour. Ces 12 % pourraient constituer un chiffre significatif dans une élection générale. Mais dans cette élection partielle, même si ces résultats viennent après ceux du XX<sup>e</sup> arrondissement de Paris, de Dreux et d'Aulnay, ils ne permettent pas du tout de dire s'il est le fruit de circon-

tances particulières, locales, ou s'il s'inscrit dans une montée électorale, même limitée, mais générale, de l'extrême-droite.

Ceci dit, les électeurs qui ont voté pour Le Pen, dans le Morbihan comme à Aulnay ou à Dreux, même s'ils l'ont fait parce qu'ils étaient contre les immigrés ou parce qu'un certain langage de Le Pen leur plaît, savaient très bien qu'ils votaient pour un homme d'extrême-droite, anti-communiste, anti-ouvrier...

Et même si ceux-là ne sont

prêts, eux, à suivre Le Pen que sur le terrain électoral, il est aussi vrai que des succès électoraux répétés peuvent attirer vers l'extrême-droite non seulement des voix, mais des troupes prêtes à s'organiser pour autre chose que pour aller coller des affiches...

Evidemment, d'un succès électoral partiel et limité comme celui de dimanche, à une véritable montée de l'extrême-droite dans le pays, il y a une marge.

Mais une marge qui peut se réduire vite. Si un jour le ras-le-

bol de la petite bourgeoisie se transforme en colère, cette colère pourra prendre facilement pour cible un gouvernement qui, parce qu'il se dit de gauche, personnifie à ses yeux la classe ouvrière.

D'autant plus facilement que ce gouvernement est pleutre, et qu'en s'aplatissant devant la grande bourgeoisie, les banquiers et les industriels, il déçoit ses électeurs, il désoriente les travailleurs, sans désarmer l'hostilité de ses adversaires.

S.F.

# Le PCF : Deux langages, une seule politique

A mesure que se multiplient les licenciements, les fermetures d'usines et les mesures d'austérité à l'encontre des salariés, le rôle que peuvent jouer au sein du gouvernement les ministres communistes est de jour en jour un peu plus remis en question non seulement par l'électorat du Parti Communiste mais aussi par sa propre base militante.

La difficulté, pour le PCF, c'est qu'il voudrait à la fois se maintenir au gouvernement dans les termes actuels et conserver son audience au sein de la classe ouvrière. Ce qui donne lieu à des contorsions parfois périlleuses.

Ainsi, aux travailleurs en grève de l'entreprise SKF à Ivry menacés de licenciement par la fermeture de l'usine, Marchais a déclaré le 8 décembre : « Je comprends votre mécontentement. Il y a une sérieuse bataille à mener dans tout le pays, et particulièrement en région parisienne. Nous l'avons engagée et j'entends la conduire personnellement. J'ai dit aux milieux concernés que, si l'on entendait désindustrialiser la région parisienne, on trouverait les communistes à la tête des travailleurs pour s'y opposer et gagner ce combat ».

Dans les colonnes de *L'Humanité*, même son de cloche combatif pour relater la grève

totale contre les licenciements à l'usine Talbot de Poissy.

Contre les mauvais coups du patronat, les travailleurs doivent se battre, semblent dire le PCF et son secrétaire général. Rien n'est plus vrai.

Et, soit dit en passant, c'est là une façon de reconnaître que le nouveau gouvernement, avec des ministres communistes, ça ne change finalement pas grand-chose à ce qu'on connaissait avant.

Mais vis-à-vis du gouvernement, il n'est pas non plus question que le PCF remette en cause sa participation ministérielle. Lors de la rencontre PC-PS du 1<sup>er</sup> décembre, Jospin avait littéralement exigé que le PCF cesse d'émettre tout semblant de critique à l'égard de la politique gouvernementale... et Marchais s'était exécuté. Dimanche dernier, au Club de la Presse, le même Marchais s'expliquait : « Je ne tiens pas un langage dur, je tiens un langage responsable ». Et pour illustrer ce propos, alors qu'on l'interrogeait sur l'inévitabilité des licenciements, il a rétorqué : « Quand on me dit que les communistes s'opposent à tout licenciement, à toute fermeture d'entreprise, à toute mutation, c'est parfaitement inexact ».

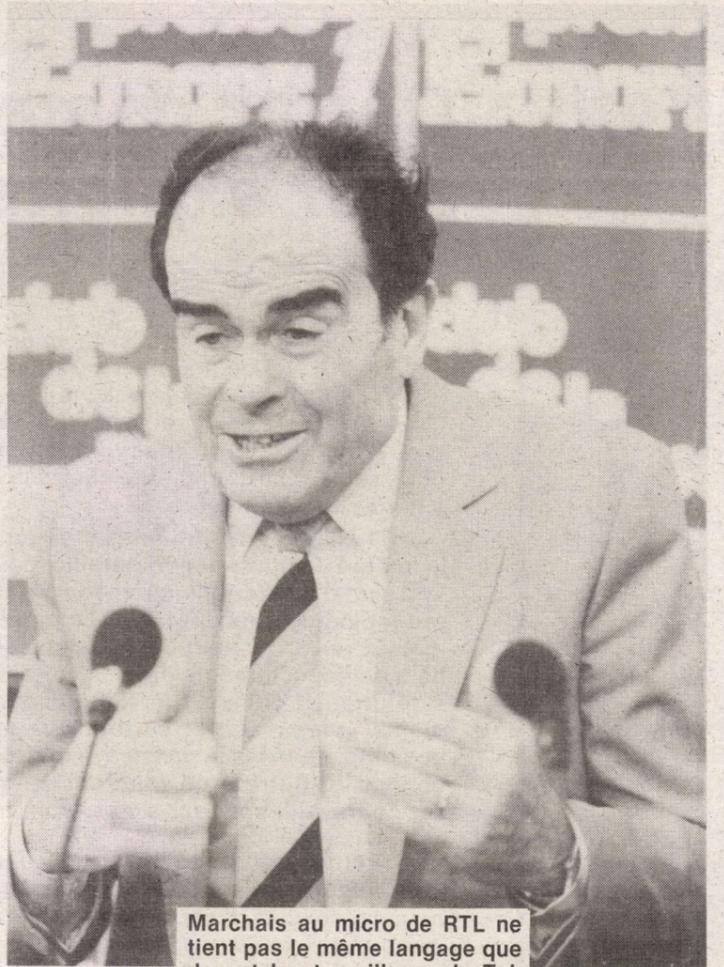
Evidemment, loin d'Ivry ou de Poissy, le langage change.

Le PCF joue la carte du parti « responsable ». Responsable devant qui ? Eh bien, devant ses partenaires du Parti Socialiste qui lui ont fait signer une déclaration commune, lors de leur rencontre du 1<sup>er</sup> décembre, dans laquelle le PCF s'aligne sur la politique de ses partenaires gouvernementaux. Responsable devant le patronat, qui exige les coudées franches pour licencier, bloquer les salaires, et qui réclame de plus en plus de subventions étatiques. Oui, vis-à-vis de tous ceux-là, le PCF s'obstine à se forger une image de parti « responsable ». Toutes les couleurs qu'il a avalées, la sourdine mise aux revendications et à la dénonciation des attaques du gouvernement contre les travailleurs, tout cela représente le prix qu'il paye pour avoir l'air « responsable ».

Quant aux travailleurs qu'il a déçus, il leur a expliqué pendant des années qu'il fallait voter PCF pour que ça change. Et aujourd'hui, ces travailleurs voient bien que rien n'a changé, mais que le PCF et la CGT ont les mains liées.

Alors ce n'est pas étonnant que sa politique ne soit décidément plus crédible aujourd'hui. En tout cas, pour que ça change vraiment, ce n'est pas sur Marchais ni sur le PCF qu'il faudra compter.

Hervé MARTIN



Marchais au micro de RTL ne tient pas le même langage que devant les travailleurs de Talbot... mais c'est tout ce qu'il fait pour eux. (photos AFP)



## C'est en forgeant qu'on devient forgeron

Anicet Le Pors, devenu en 1981 l'un des quatre ministres communistes, et toujours au gouvernement en tant que secrétaire d'Etat à la Fonction publique, a confié au journal *Libération* ses états d'âme de membre du PCF et d'homme de gouvernement. Cette double appartenance tend à développer le sens de la nuance. Ainsi, pour ce qui est des salaires de la Fonction publique : « Les fonctionnaires ont-ils perdu du pouvoir d'achat ? Je réponds : oui. Je dois être le premier responsable de la Fonction publique à le reconnaître ». De toute façon, on voit mal comment il pourrait faire autrement. Mais attention : « L'objectif, précise-t-il, c'est le maintien du pouvoir d'achat en masse ». Vu qu'il ne s'agit que d'un objectif, on ne peut dire évidemment ni quand, ni de quelle manière il sera réalisé. Et maintien du pouvoir d'achat « en masse », cela ne veut pas dire maintien du pouvoir d'achat de chaque salarié, loin de là !

Quand il n'était encore qu'un

simple militant du PCF, Anicet Le Pors avait été amené à dénoncer bien des aspects de la société française, en particulier la Constitution de la V<sup>e</sup> République élaborée sous l'égide de De Gaulle et qui consacrait, selon les dires du PCF, l'exercice du pouvoir personnel. Mais il paraît que, lorsqu'on est installé dans un fauteuil de ministre, on ne voit plus du tout les choses de la même façon : « Aujourd'hui, dit-il, je pense que cette Constitution contraint ses auteurs, qu'elle permet la durée et que sa modification n'est pas une priorité ».

D'une façon plus générale il semble bien que, lorsqu'il se voit confier un portefeuille ministériel, un membre du PCF jette sa déroque aux orties — toujours si l'on en croit A. Le Pors. Foin des attaques contre les capitalistes ! Selon lui, « le rôle d'un gouvernement est de rechercher dans toute la mesure du possible une base consensuelle sur des idées de

progrès ». Sans vouloir créditer quiconque d'intentions plus que généreuses, disons tout de même qu'il n'est besoin de se dire ni communiste ni même de gauche pour sortir un tel lieu commun. « Cette idée du consensus m'est venue depuis que je suis ministre », explique-t-il.

Il n'y a pas de quoi en être fier. Serrer la ceinture aux salariés de l'Etat et faire des cadeaux aux entreprises, ça ne peut se faire que lorsqu'on est ministre, c'est sûr. Mais appeler cela un consensus, c'est pour le moins un abus de langage.

Et pour finir, Le Pors s'estime heureux de faire passer de « bonnes lois ». Mais comme leurs effets bénéfiques ne se font pas sentir de suite, « certains disent : il ne se passe rien, rien ne change ». Autrement dit, ce qu'il nous promet, c'est le bonheur... pour dans vingt ans, sans doute ! En attendant, A. Le Pors entonne le couplet du ministre incompris.

## De l'art de tenir ses promesses...

On se demandait comment Anicet Le Pors compte se sortir de la délicate situation où il s'est mis en répétant d'un côté qu'il tiendrait ses promesses vis-à-vis des fonctionnaires (sur la clause de sauvegarde du pouvoir d'achat qu'il avait signée) et en affirmant d'autre part qu'il était absolument solidaire du gouvernement et de Delors, qui lui ne voulait pas entendre parler de rattrapage...

Eh bien, Anicet Le Pors a bien l'air d'avoir une idée. En effet, si Anicet Le Pors dit dans son interview que « toutes les informations qui sont données ici ou là sur la façon dont va s'opérer le rattrapage sur les salaires sont prématurées ou fantaisistes », il ajoute quand même : « Selon qu'on accorde une prime pour solde de tout compte, ou qu'on étale une augmentation de rattrapage sur l'année 1984, les effets sont évidemment différents ».

Reste à savoir si son compère Delors sera prêt, lui, à lâcher ne serait-ce qu'une prime « pour solde de tout compte », sans incidence sur les salaires, pour permettre à Le Pors d'avoir l'air de tenir ses promesses !

# Gattaz : pour la liberté... d'exploiter en rond

« Qu'on nous laisse nos libertés, nous assumerons nos responsabilités » ont été les maîtres-mots d'Yvon Gattaz devant l'assemblée générale du CNPF, réunie le mardi 13 décembre à Paris.

Pour une fois, voilà Gattaz qui oublie de pleurer misère sur le sort des malheureux patrons écrasés sous les charges sociales et les coûts salariaux. Peut-être qu'après tout ce que le gouvernement a cédé sur ce terrain, il ne voit pas bien ce qu'il pourrait réclamer de plus ? En tout cas, le voilà qui change de refrain pour entonner un couplet sur la liberté des patrons.

Liberté des prix, liberté du crédit, liberté d'importer, liberté d'exporter, souplesse des réglementations et liberté de l'emploi ou, en clair, liberté de licencier, sont là ces libertés revendiquées à hauts cris par les patrons.

Et le président du CNPF d'ajouter qu'il souhaitait engager au plus vite des négociations sur la « flexibilité des conditions d'emploi et de travail », expliquant tout bonnement qu'un licenciement partiel rapide est préférable au sureffectif qui déboucherait sur un dépôt de bilan, qui entraînerait un licenciement total.

Entre gens de bonne volonté, n'est-ce pas, on doit pouvoir s'entendre : un petit dégraisage par-ci par-là, ça ne fait de

mal à personne... Enfin, à personne d'autre qu'aux travailleurs. Les patrons veulent de l'argent et ils n'en ont jamais assez. Le dernier sondage Sofres-Figaro réalisé auprès de chefs d'entreprises indique que 92 % d'entre eux sont plutôt ou même très pessimistes quant à leur avenir.

Ils ne vont pas dire le contraire quand depuis deux ans, dès qu'ils pleurent un peu misère, le gouvernement se précipite pour les calmer. Le

porte-parole du gouvernement, Max Gallo, en réponse à Georges Marchais le week-end dernier, n'affirmait-il pas : « Croire et faire croire qu'on pourra toujours et partout empêcher les licenciements, conserver en activité des entreprises non rentables, accepter des déficits sans cesse plus élevés, c'est rendre mauvais service aux travailleurs, aux entreprises et au pays. C'est désarmer la France dans la dure compétition internationale ».

Sûr que ces paroles ont chatouillé agréablement les oreilles du patronat. Et on ne voit vraiment pas pourquoi ils se gênaient, les patrons. Ils ont décidé de faire payer la crise aux travailleurs, et ils s'y emploient.

Jusqu'où le gouvernement ira-t-il dans la servilité ? Quelles attaques va-t-il encore préparer contre les travailleurs pour plaire à ses maîtres ? Les limites ne seront que celles opposées par la force et les luttes des travailleurs pour défendre leurs conditions de vie et de travail.

Annick MORIZET



Yvon Gattaz

(photo AFP)

## Le FIM du fin en matière de subventions

« L'arbre de Noël de l'industrie française est dressé » : c'est par ces mots que le journal *Les Echos* du 12 décembre a salué le lancement par Laurent Fabius du FIM, le Fonds Industriel de Modernisation.

*Les Echos*, qui en matière de cadeaux aux entreprises se montrent en général plus qu'exigeants, s'affirment cette fois-ci satisfaits. C'est dire si l'affaire doit être bonne pour les entreprises.

C'est qu'en effet le FIM devrait permettre aux entreprises industrielles moyennes désireuses de moderniser leurs installations d'obtenir de l'argent frais dans des conditions avantageuses. Il s'agirait de « prêts participatifs » remboursables sur 7 ou 10 ans à un taux de 9,75 %. Mieux, contrairement à la plupart des systèmes d'aide existants, l'Etat ne demanderait pas au préalable aux actionnaires des entreprises bénéficiaires d'apporter une partie des fonds.

Pour 1983, 3 milliards de francs sont d'ores et déjà prévus pour alimenter les caisses du FIM, et cette dotation serait portée à 8 milliards en 1984. Tout cet argent proviendrait des fonds collectés sur les livrets d'épargne industrielle, les CODEVI, créés il y a quelques mois dans les grandes banques.

Du coup, les postulants se bousculent au portillon. Il y aurait déjà pas loin de 150 dossiers déposés ou en cours de dépôt, et le FIM aurait statué favorablement sur quinze d'entre eux.

Mais, selon *Les Echos*, les deux premiers bénéficiaires ne seront pas vraiment

cières ne seront pas vraiment des PMI tentées par l'aventure technologique, puisqu'il s'agirait de Renault et de Peugeot qui obtiendraient chacun 500 millions de francs pour financer la robotisation d'une partie de leurs chaînes de production.

C'est donc un nouveau mode de distribution de subventions sur une grande échelle que le gouvernement vient de mettre en place, un de plus.

Il est vrai que les subventions à la modernisation ne sont pas vraiment une nouveauté. Mais, jusqu'à présent, il s'agissait ou bien de très petites subventions, telles que celles accordées par l'ANVAR dans le cadre de l'aide à l'innovation, ou bien de plans de grande envergure limités à des secteurs spécialisés de l'industrie, comme le « plan calcul ».

Il est vrai également que ces subventions ne sont que des prêts. Mais, à un moment où les capitalistes font la chasse aux placements spéculatifs qui rapportent rapidement des bénéfices, les prêts à long terme se font plutôt rares. Et, avec les délais de remboursement proposés, ceux du FIM sont de ce fait particulièrement alléchants.

Enfin, la source de financement de ces prêts est en partie nouvelle. Auparavant, les subventions ou les prêts accordés par l'Etat aux entreprises étaient prélevés en partie sur les impôts,

mais surtout sur les fonds gérés par la Caisse des Dépôts et Consignations, alimentée en partie par les différents livrets de caisse d'épargne. Ce nouveau système, lui, ouvre aux industriels un nouveau secteur de l'épargne, celui des comptes bancaires : en effet, grâce aux avantages consentis par l'Etat (le versement d'un intérêt de 7,5 % net d'impôts avec de nombreux avantages d'un compte courant), les CODEVI ont en effet attiré une fraction de l'argent qui était auparavant déposé sur des comptes courants bancaires et sur d'autres livrets d'épargne.

Bref, l'enthousiasme inhabituel dont font preuve *Les Echos* est bien compréhensible !

François ROULEAU

## Subvention à la modernisation ou subvention aux suppressions d'emplois ?

Alors que le gouvernement s'apprête à verser 500 millions de francs à Renault et autant à Peugeot pour les aider à moderniser leur production, on peut avoir un aperçu de ce que cela peut entraîner pour les travailleurs avec l'exemple de l'usine Renault de Flins.

Cette usine n'a cessé d'être l'objet de modernisation. Encore à l'heure actuelle, elle est en pleine transformation pour y installer la nouvelle chaîne robotisée de la future X40, chaîne qui devrait d'ailleurs pouvoir être utilisée pour produire en même temps d'autres modèles.

A l'heure actuelle, Flins produit 1 700 voitures par jour pour un effectif de 17 500 travailleurs. Or il y a

cinq ans, l'usine comptait 22 000 salariés pour une production voisine.

Il y a quelques mois, Hanon, le P-DG de la Régie, annonçait d'ailleurs la couleur dans une interview au journal *Le Monde*. Il faisait remarquer qu'à l'usine de Douai, où fonctionne déjà une chaîne analogue à celle en cours d'installation à Flins, les 8 000 ouvriers sortent 1 200 voitures, et que ceux de Flins devraient se mettre au diapason. Déclaration qui a été confirmée depuis, puisque des dirigeants de la Régie ont estimé qu'avec les nouveaux procédés de fabrication, il y aurait à l'avenir 3 000 à 4 000 travailleurs en trop à Flins !

Samuel LATAN

## Les chèques : ça ne leur coûte pas cher mais ça va leur rapporter gros

Les banques, par l'intermédiaire des services de Delors, repartent à nouveau de faire payer l'utilisation des chèques à tous les particuliers. Ces pauvres banques se plaignent de l'augmentation du nombre de chèques, augmentation qui touche surtout les petites sommes.

En moyenne, le traitement d'un chèque revenait à 3,10 F aux banques en 1981, en baisse il est vrai de 46 % par rapport à 1978. Et malgré cette baisse, les banques se plai-

gnent. Ce qui est quand même un comble puisque, après tout, elles disposent, elles, gratuitement de l'argent des titulaires de comptes. Après tout, l'usage d'un chéquier n'est qu'un service bien modeste au regard des énormes sommes dont elles peuvent ainsi disposer !

Plusieurs scénarios seraient envisagés pour faire payer les utilisateurs de chèquiers. L'un d'eux prévoirait par exemple de pénaliser les petits déposants. Suivant ce système, chaque

déposant aurait droit à un certain nombre de chèques « gratuits », mais devrait payer pour les autres. Et le nombre de chèques « gratuits » serait d'autant plus grand que son compte serait mieux pourvu.

Quatre des sept entreprises françaises qui ont réalisé les plus gros bénéfices en 1982 sont des banques. C'est dire que la finance reste une affaire profitable ! Mais ça ne leur suffit pas, et Delors a l'air d'accord !

Bertrand GORDES

# Officiellement, toujours deux millions de chômeurs

## Mais en réalité, plus de chômage !

Si les chiffres publiés font toujours état de deux millions de chômeurs, tout le monde s'accorde à dire que le chômage augmente. On constate par exemple que le gouvernement donne de plus en plus facilement son feu vert aux dossiers de licenciements soumis par les patrons.

Selon le journal *Le Figaro* du mercredi 14 décembre, « les licenciements autorisés dépassent 30 000 chaque mois depuis le milieu de l'année ». Et d'après le même journal du 15 décembre, il faudrait prévoir 80 000 suppressions d'emplois en moyenne par an d'ici 1986.

De nombreux secteurs sont touchés par l'aggravation du chômage, selon l'ANPE, les offres d'emplois sont cet automne à un niveau très bas, le plus bas. L'Agence nationale pour l'emploi fait aussi remarquer que deux secteurs sont plus particulièrement touchés : ceux du bâtiment et de la métallurgie qui auraient perdu pendant le premier semestre

de cette année pas moins de 100 000 emplois.

L'aggravation du chômage se mesure aussi à d'autres critères que le seul gonflement du nombre de chômeurs. Par exemple, la durée moyenne pendant laquelle on reste au chômage continue de progresser, selon l'INSEE, qui vient de publier une nouvelle étude toute récente sur le chômage, par rapport à l'année dernière, elle est passée de 13,3 à 13,9 mois. Selon le journal *Le Figaro* du mercredi 14 décembre, « les demandeurs d'emplois ayant accepté un « petit boulot » ou un travail temporaire, alors qu'ils continuent à chercher un emploi stable sont plus nombreux ». 23 000 de plus en mars 1983 qu'en mars 1982. Quant au nombre de salariés au chômage de 55 à 59 ans, il a augmenté de 20 % en une année. Ainsi selon l'INSEE « le nombre des ouvriers de 55 ans à 59 ans en activité dans l'ensemble de l'industrie fléchit de 150 000

à 121 000 », durant l'année écoulée.

L'INSEE constate aussi que durant la dernière période, la scolarité a augmenté, ce qui amène les jeunes sur le marché du travail un peu plus tard. Ainsi, « la baisse du taux d'activité des jeunes est surtout sensible entre 15 et 19 ans » ; de plus, indique l'institut de statistiques, « l'effet du plan d'insertion des jeunes de 16 à 18 ans joue également ». Un facteur supplémentaire qui montre aussi à sa manière que le chômage est en progression. Et il faut encore ajouter, toujours selon l'INSEE, que le nombre de travailleurs qui ont renoncé à retrouver un emploi est passé de 81 000 à 108 000, sans compter les chômeurs qui ne sont pas comptabilisés.

Et malgré la publication de tous ces chiffres, le gouvernement persiste à prétendre que le chômage n'augmente pas et qu'il faut mettre cela à son actif !

### UNEDIC

## Qu'est-ce qu'ils nous mijotent ?

La septième séance de discussion entre le patronat et les organisations syndicales, au sujet de l'assurance-chômage et du sort de l'UNEDIC, n'a rien donné, il est d'ores et déjà prévu une nouvelle rencontre le 21 décembre.

Ce que réclame le patronat, c'est la mise en place d'un système d'assurance qui soit uniquement financé par les cotisations des salariés et des entreprises et qui soit géré par le patronat et les organisations syndicales, et qui verserait aux salariés qui auraient déjà travaillé et cotisé. L'autre système serait considéré « de solidarité » et pris en charge entièrement par l'Etat qui verserait des allocations aux chô-

meurs qui n'auraient pas cotisé, ou qui ne cotiseraient plus depuis longtemps, et donc qui n'auraient pas droit à l'assurance-chômage. On voit où veut en venir le patronat par ce système, il espère sans doute réaliser un certain nombre d'économies et aussi se décharger sur l'Etat de sa responsabilité vis-à-vis de catégories de chômeurs qui risquent de devenir de plus en plus nombreuses. Or ce qui est nouveau, c'est que les organisations syndicales, qui semblaient jusqu'à présent résolument contre le principe de cette coupure entre chômeurs, n'aient rien dit à l'issue de la dernière séance, et qu'elles se déclarent prêtes à prévoir « certains

aménagements ». D'après la presse, les divergences porteraient notamment sur le taux des cotisations et le montant de certaines indemnités.

Le patronat est clair, il ne signera un accord qu'à la condition que les syndicats le suivent sur la division entre chômeurs. Il accepterait à la rigueur un guichet unique, mais de toute façon deux catégories de chômeurs.

Et on a tout lieu d'être inquiet des concessions que pourraient faire les syndicats si on se souvient comment, dans le passé pas si lointain, ils avaient accepté la remise en cause de certaines protections des chômeurs.

### Le débat sur la presse

## On remet ça !

Répondant le 14 décembre à la motion de censure déposée par la droite, Mauroy a lancé : « Vous prétendez censurer à la fois le général De Gaulle et Raymond Barre ». Mais le fait de se placer ainsi sous la protection des « grands ancêtres » de la droite ne lui a pas évité les bouffonneries de l'opposition.

Après l'UDF Madelin, qui s'était distingué par un discours-fleuve de quatre

heures, et son collègue d'Aubert, qui avait donné lecture de... la Constitution du Land de Rhénanie-Westphalie, le RPR Vivien, qui ne fait pas dans la dentelle, s'est attaqué à « la loi des longs couteaux » (comprenez la loi sur la presse), concluant en demandant : « Demain, brûlera-t-on le Palais-Bourbon comme un autre Reichstag ? ». On n'est plus bien loin des boules puantes et du poil à gratter...

Les députés de droite s'efforcent de faire en sorte que le gouvernement ait l'air en difficulté. Ils y arrivent parfaitement, puisque Mauroy lui-même vient d'annoncer que la discussion sur le projet de loi sur la presse sera prolongée au cours d'une session spéciale en janvier. Puisque le gouvernement tient à jouer leur jeu, pourquoi les députés de droite se priveraient-ils de ces petits plaisirs de potaches ?

### « Les nouveaux droits des travailleurs à HBS »

## De nouveaux mots pour justifier l'austérité

A HBS, filiale du trust nationalisé Thomson les négociations salariales viennent de se terminer avec la réunion du CCE regroupant les trois centres HBS : Valence, Saint-Denis et Pierrelatte.

Les soi-disant « droits nouveaux » imposent dorénavant une négociation entre la direction et les syndicats. Négociations façon de parler. Car la direction de HBS a fait ses propositions en s'appuyant sur les recommandations du gouvernement et les consignes du CNPF : 2 % en janvier 1984 et 2 % en janvier 1985. Et comme la direction est tenue de rendre compte du résultat des discussions devant le CCE pour information elle le fait. Le tour est joué. Et les organisations syndicales ont eu beau dire et se prononcer contre, c'est à la direction que revient le

dernier mot.

Ainsi, elle a respecté les consignes du gouvernement qui limitent à 5 % pour l'année 1984 l'augmentation de la masse salariale. Pour elle, 2 % cela fait... 5 % puisqu'il y a « l'effet report » des augmentations et les augmentations individuelles (promotions, ancienneté, etc.).

En fait, pour elle comme pour tous les patrons à l'heure actuelle, le problème est de donner le moins possible, et tout est bon pour essayer de le justifier.

Et notre problème, à HBS, c'est celui de l'ensemble des travailleurs : pour ne pas voir notre pouvoir d'achat descendre en chute libre, il va falloir nous faire entendre et nous défendre face aux patrons.

Correspondant LO

### URSSAF (Montreuil)

## Mécontentement et débrayages syndicaux

A l'URSSAF, parce que les conditions de travail s'aggravent par manque d'effectifs et que la direction vient d'annoncer qu'en 1984 il n'y aurait que 5 % d'augmentation et moins de promotions individuelles, certains secteurs ont manifesté leur mécontentement.

Aux Comptes, il y a un mois, il y a eu un débrayage suivi d'une grève du zèle ; au Contentieux, les employés ne rendent plus leurs statistiques journalières ; au 920, ils réclament un coefficient supérieur.

Lundi 12 décembre, la CGT et la CFDT appelaient ces trois services à un débrayage de 55 minutes, où nous nous sommes retrouvés à 400 sur les 1 000 employés que comptent ces secteurs. Là, les syndicats refixaient un débrayage pour les mêmes secteurs le mercredi 14, n'envisageant d'appeler à débrayer l'ensemble de l'URSSAF, qui a pourtant les mêmes problèmes, que le mercredi 21

décembre.

Mercredi 14, nous étions moins nombreux au débrayage mais le moral y était quand même. Les syndicats proposaient d'aller demander aux administrateurs de ne pas voter le budget 1984, ce qu'ils se seraient engagés à faire.

Quoi qu'il en soit de leurs promesses, il reste que, derrière l'administration, il y a la politique gouvernementale de blocage des salaires.

Les syndicats sont peut-être prêts à faire quelques débrayages mais ils ne préparent pas les travailleurs à faire plus. Ils se contentent de lâcher un peu la vapeur alors que, pour à la fois maintenir les salaires et empêcher qu'on accroisse la charge de travail des employés, c'est une véritable grève qui serait nécessaire pour faire reculer et l'administration et le gouvernement.

Correspondant LO

# L'effet-report : un bon prétexte pour ne rien lâcher sur les salaires

Les travailleurs des grandes entreprises sont en train d'apprendre qu'ils n'auraient droit pour 1984 qu'à 1 ou 2 %, ou 1,5 % pour les banques nationalisées par exemple, pour toute augmentation de salaire !

Pourtant, le gouvernement et le patronat avaient bien parlé de 5 ou 6 % pour 1984. Et avec une inflation qui sera supérieure de plusieurs points, selon toute probabilité, et l'interdiction de toutes clauses de rattrapage du pouvoir d'achat, cela semblait déjà bien maigre et promettait pour 1984 une baisse du niveau de vie encore plus importante qu'en 1983.

Mais comment est-on passé de ces 5 ou 6 % à ces 1 ou 2 % ?

En se servant, selon *Le Nouvel Economiste* du 28/11/83, de la « notion d'augmentation en masse qui, après être apparue dans le budget (c'est-à-dire au niveau des services étatiques NDLR), est désormais popularisée dans le secteur privé par le CNPF », les fédérations patronales du secteur nationalisé comme celles du secteur privé expliquent que c'est « la masse salariale » globale qui ne doit pas augmenter de plus de 5 ou

6 %. L'augmentation des salaires, elle, peut être bien inférieure à cela.

En effet, dans l'augmentation en 1984 par rapport à 1983, il faut compter, d'après Delors comme d'après le CNPF :

— les augmentations de salaires qui seront effectivement données en 1984 ;

— ce qu'ils appellent l'« effet GVT » (glissement, vieillissement, tassement, c'est-à-dire les augmentations de salaires dues à l'ancienneté, à la qualification, aux changements de catégories, etc.), ainsi que l'effet des variations d'effectifs ;

— et enfin l'« effet-report », c'est-à-dire l'augmentation de masse salariale qui découle automatiquement des augmentations de salaires accordées l'année précédente.

L'illustration chiffrée envoyée en annexe de la « recommandation salariale du CNPF (1983-1984) » le 21 novembre dernier à ses fédérations et unions patronales explique en substance ainsi la chose :

Une entreprise X a procédé à trois augmentations de salaires, le 1<sup>er</sup> février de 2 %, le 1<sup>er</sup> juillet de 2,5 % et le 1<sup>er</sup> octobre de 1,75 %. Bien évidemment, ces augmentations de salaires continueront à être versées en 1984. De ce simple fait, la masse salariale, automatiquement, sera supérieure de 2,72 % en 1984 par rapport à 1983, et cela même si aucune augmentation de salaire n'est donnée en 1984 ! Toujours d'après le document du CNPF, l'entreprise considérée qui a décidé « de ne pas accroître en 1984 sa masse salariale de plus de 5 % par rapport à 1983, ne disposera donc que d'une somme équivalente à 2,28 % de sa masse salariale à distribuer en augmentations de salaires en 1984 ». Ce qui, d'après le CNPF, est tout à fait réalisable « si on limite à deux

le nombre de majorations de salaire en cours d'année », par exemple rien au 1<sup>er</sup> janvier, 2,22 % le 1<sup>er</sup> avril (effet sur la masse salariale annuelle : 1,665 %), et 2,23 % au 1<sup>er</sup> octobre (effet sur la masse salariale annuelle : 0,557 %).

Un document de la CFDT du secteur Sécurité sociale montre que, si on adoptait cette façon de faire, les salariés de la Sécurité sociale pourraient compter sur... 0,016 % de la masse salariale pour leurs augmentations de salaires, si l'administration tient compte de l'effet report des mesures prises en 1983 sur 1984, effet report que la CFDT chiffre à 5,984 %, et les précisions ministérielles, « limitant l'accroissement de la masse 1984 par rapport à 1983, à 6 % ». Bref, écrit la CFDT, « rien ne peut être prévu en 1984 comme mesure salariale, réduction de temps de travail ou création d'emploi. Ce n'est pas de la rigueur, ni de l'austérité, c'est de l'absurdité ». Eh non, ce n'est pas de l'absurdité. C'est une façon pour le patronat, celui des entreprises du secteur privé comme celui du secteur public, de se présenter aux prochaines négociations salariales en disant : nous n'avons pratiquement rien à négocier, ou presque, puisque presque toute l'augmentation prévue pour 1984 est déjà mangée... par les conséquences des augmentations de 1983. Cela leur permettra de se montrer bons princes en « accordant » 1 ou 2 % supplémentaires !

Mais pour les travailleurs, c'est une escroquerie. Car pour un salarié, ce qui compte, c'est son salaire, et c'est de savoir si son salaire suit l'augmentation du coût de la vie ou non.

Et dans toute cette histoire d'« effet-report », il y a de quoi se mettre en colère.

Ghislaine GAUTHIER

## L'argent va à l'argent

France-Soir l'a dit et redit : c'est dans moins de quinze jours que se termine, pour ceux qui en ont les moyens, la possibilité d'ouvrir un Compte Epargne en Actions. Ce système, qui est applicable depuis le début de l'année 1983, faisait suite à celui des célèbres SICAV-Monory.

Mieux que le Loto : il est simple et facile et il rapporte... à coup sûr. Il suffit... d'avoir de l'argent, d'acheter une certaine somme d'actions, et l'on bénéficie ainsi d'une réduction d'impôts de 25 % de la somme investie. Les achats d'actions donnant droit à cette réduction d'impôts sont limités à 7.000 F par personne, soit 14.000 F pour

un couple, qui peut ainsi déduire 3.500 F de ses impôts.

Certes, le gouvernement a mis un certain nombre de conditions. Il ne faut pas, par exemple, être concerné par l'impôt sur les grosses fortunes. Mais ceux-là n'ont pas besoin de ce système : ils en ont d'autres ! De plus, il faut ouvrir un compte en actions par l'intermédiaire d'un agent de change ou d'une banque. L'Etat impose aussi à ceux qui ont recours à ce système de ne pas revendre leurs actions tout de suite.

Mais ces petites contraintes n'empêchent pas que ce cadeau vaut tout de même la peine.

Ges achats d'actions ont

été présentés comme une manière de favoriser l'investissement, en mettant de l'argent à la disposition des entreprises. Mais depuis que ce système existe, il a sans doute profité à ceux qui avaient un peu d'argent à placer. Il a sans doute servi aussi aux banques, aux industriels et aux boursicoteurs de toutes sortes.

Mais on sait que ces gens-là ne se servent pas forcément de l'argent mis à leur disposition pour investir, et encore moins pour créer des emplois. De l'argent, quand ils en ont, ils préfèrent spéculer avec ou acheter des dollars s'ils le peuvent ou encore, s'ils ne le peuvent pas, le gaspiller en produits de luxe, en repas hors de prix.

**Crédit Mutuel**

**POUR ALLEGER VOS IMPOTS**

**TOUT EN FAVORISANT L'INVESTISSEMENT**

**EPARGNE INDUSTRIE SICAV**

La SICAV EPARGNE INDUSTRIE offre à ses souscripteurs les avantages fiscaux liés à la loi du 13/7/1978 et ceux prévus dans le cadre du **Compte d'Épargne en Actions**.

Exercice	Actif net	Valeur liquidative	Dividende global
1978/79	MF 241.94	273.16 F	16.08 F
1980	MF 476.03	317.19 F	16.85 F
1981	MF 703.53	297.38 F	23.49 F
1982	MF 933.45	332.26 F	26.77 F

## Arrêtez vos CODEVI

Le lancement du plan CODEVI (Comptes pour le Développement de l'Industrie) est l'occasion de découvrir comment opèrent les banquiers.

C'est ainsi que le Crédit Lyonnais écrit à tout titulaire d'un compte sur livret

pour lui vanter les avantages du CODEVI, lui conseillant de transférer son épargne du premier sur le second.

En cas de silence du client, il ouvre le CODEVI, l'alimente et, après avoir mis le client devant le fait

accompli, lui demande de signer pour « légaliser » l'opération.

Racketteurs, les banquiers ? Non, banquiers tout simplement.

Extrait du bulletin Lutte Ouvrière Crédit Lyonnais Levallois.

## Tout est bon pour gruger les travailleurs

Le CNPF explique d'autre part aux dirigeants des entreprises qu'il vaut mieux, dans leur propre intérêt, échelonner les augmentations dans l'année et surtout les donner le plus tard possible. En effet, pour une même augmentation de 6 % par exemple, donnée en six fois dans l'année (tous les deux mois), d'après des calculs du CNPF, l'augmentation de la masse salariale sera de 3,04 % ; alors que, si ces 6 % sont donnés d'un seul coup, le 1<sup>er</sup> décembre, l'augmentation de la masse salariale ne sera que de 0,5 %. C'est un mode de calcul depuis longtemps connu des patrons, mais c'est la première fois qu'on le voit si complaisamment et ouvertement expliqué et conseillé !

Les travailleurs auront bien eu pour l'année 6 % d'augmentation. Mais en fait, ils n'auront touché cette augmentation de salaire que pendant un seul mois, le mois de décembre. On voit le gain pour les patrons et la perte pour les travailleurs.

Mais continuons le raisonnement du patronat. La lettre du

CNPF indique : « Plus une augmentation se situe vers la fin de l'année, et plus son effet de report pour l'année suivante est accentué ». Alors, patrons, attention !

Il suffisait d'y penser ! Plus les patrons arrivent à rogner sur la masse salariale de 1983, en n'augmentant les salaires qu'en fin d'année, par exemple, moins cela leur donnera à distribuer en augmentation pour 1984, dans la limite des 5 % ou des 6 % d'augmentation de la masse salariale auxquels ils ont décidé de se limiter.

Tout ceci est expliqué à l'aide de savants calculs, mais en fait, c'est une double façon pour le patron de gruger les travailleurs : une première fois en leur donnant les augmentations de salaires le plus tard possible dans l'année — ou en les reportant carrément au 1<sup>er</sup> janvier de l'année suivante — et une seconde fois en se servant de ce retard pour justifier... qu'ils ont moins d'argent à distribuer en 1984 !

G.G.

# Travail pas si « clandestin » qu'on le dit

Le travail clandestin, que périodiquement les gouvernements combattent en apparence, n'est en réalité un phénomène ni marginal ni clandestin.

Dans les pays industrialisés, l'Europe, les USA et le Japon, les travailleurs « clandestins », c'est-à-dire les travailleurs qui font un travail non déclaré, échappant au contrôle des lois sociales, sont des millions. C'est ce que rapporte une enquête du BIT de Genève.

Il y a bien sûr parmi eux ceux pour qui le travail « clandestin » est un luxe, un extra, un supplément à la paye, qui échappe aux déclarations d'impôts.

Mais il y a surtout, bien sûr, des millions de travailleurs pour qui le recours au travail clandestin est la seule façon de survivre. Et dans cette période de crise, de chômage, où des travailleurs sont sans travail et où après des mois de chômage, certains se retrouvent peu ou pas indemnisés, le travail clandestin est bien sûr un moyen pour les patrons grands et petits de profiter d'une main-d'œuvre qui a

peu de moyens de se défendre.

Cette enquête réalisée par le Bureau International du Travail sur le travail clandestin dans les pays industrialisés mentionne un certain nombre de faits significatifs qui montrent comment le travail clandestin est intégré en réalité dans l'économie, et comment son existence et son développement sont non seulement tolérés, mais considérés finalement comme indispensables par ceux qui font tourner la machine économique des pays riches.

Tout le monde par exemple sait qu'une partie importante du travail de confection est produite par une main-d'œuvre clandestine. Mais cette production s'écoule bien quelque part, par des filières qui, à un moment donné, ne peuvent manquer de devenir les circuits commerciaux normaux. Et combien de supermarchés, de petits et gros détaillants, pratiquent ainsi, grâce au travail noir, des prix concurrentiels, comme ils en pratiquent en allant se fournir

dans des pays où on surexploite les travailleurs ?

Dans un autre ordre d'idées, il est de notoriété publique qu'en Italie ou en Espagne, où de nombreux chômeurs sont peu ou pas du tout secourus, le travail noir est un palliatif fort utile aux gouvernements et aux patrons.

En tout cas le travail clandestin, c'est en réalité une des façons qu'ont les bourgeois, petits et grands, de faire travailler plus en payant moins.

C'est dire toute l'hypocrisie des mesures que prennent les gouvernements contre le travail clandestin.

A chaque fois, ce sont les travailleurs qui en font les frais, jamais les patrons (ou très peu). Et il faut bien voir que ce ne sont pas des mesures et des dispositions légales qui pourront faire renoncer ces derniers au recours au travail noir, tant qu'ils trouveront sur le marché des travailleurs qui ne trouvent pas d'embauche autrement et qui n'ont pas de revenus pour vivre.

## Quelques aspects du travail clandestin, révélés par le rapport du B.I.T.

En Italie, la récente décentralisation de la production dans certains secteurs de l'économie a donné lieu à une prolifération de petites entreprises qui emploient des travailleurs clandestins. Dans la ville de Naples, on estime à près de 100 000 le nombre de travailleurs clandestins qui exercent dans une multitude de petits ateliers, dans la ganterie et la chaussure.

Dans le IV<sup>e</sup> arrondissement de Paris, plusieurs centaines d'ateliers de confection clandestins ont été découverts

alors qu'ils exploitaient des travailleurs étrangers sans permis de travail.

En Allemagne fédérale, 470 agences de travail temporaire ont été interdites car elles recrutaient pour fournir de la main-d'œuvre clandestine. Et ce ne sont là que quelques exemples.

Par ailleurs le travail clandestin ne concerne pas seulement le monde ouvrier et les activités manuelles. Il touche aussi des ingénieurs, des cadres ayant un haut niveau de qualification. Ainsi au

Japon, des cadres ont créé entre eux ce qu'on appelle des sociétés du week-end, ne fonctionnant que les samedis et dimanches, et qui sont spécialisées dans l'assistance aux entreprises moyennes pour l'organisation de leur production ou la commercialisation de nouveaux produits. Mais ce type de travail noir est d'une autre nature que celui des couches ouvrières qui sont largement embauchées, et dans tous les pays du monde, dans des secteurs durs comme le bâtiment.

## Une soupape de sécurité pour l'économie

Ce phénomène est même reconnu par un certain nombre d'hommes politiques et d'économistes comme une nécessité. Ils expliquent que cette activité est « une planche de salut », qui permet de combler les lacunes de l'économie de marché.

D'après le rapport officiel du BIT, de très grands établissements industriels organisent toute une partie de leur sous-traitance de cette manière, qui sans cela, expliquent-ils, ne serait pas assez rentable. C'est particulièrement vrai dans certains secteurs comme l'hôtellerie, notamment en Suisse, où un

responsable patronal faisait remarquer qu'avec le seul contingent de travailleurs immigrés actuellement autorisé par l'administration, dans certains cantons, des hôteliers seraient contraints de fermer.

Un autre faisait remarquer que dans la confection, en Suisse, il y avait 300 000 emplois liés au travail clandestin d'une manière ou d'une autre, et le supprimer reviendrait à faire une croix sur une contribution de 2,5 milliards de francs suisses (environ 9 milliards de nos francs) à la balance commerciale suisse.

Le rôle du travail clandest-

tin est illustré d'une autre façon dans ce rapport. C'est grâce à lui qu'on trouve des services à meilleur marché que dans les circuits légaux, car ils échappent aux taxes diverses. Ce qui se traduit par des effets d'entraînement sur d'autres secteurs de l'économie. En Grande-Bretagne par exemple, il est admis dans les milieux économiques que la multiplication des mécaniciens clandestins permet de maintenir la vente des voitures neuves. En France, explique-t-on, l'accession à la propriété pour toute une frange de la population serait impossible sans le travail noir.



## Une part non négligeable du PNB

On considère qu'environ 10 % de la population active des pays de la Communauté Economique Européenne participerait aujourd'hui à cette économie souterraine, ce qui fait 10 millions de personnes. Et cela pour toutes sortes d'activités. Pour l'ensemble de la CEE, plus l'Autri-

che, la Grèce, l'Espagne, le Portugal et les pays scandinaves, le travail noir représenterait, en 1979, 5 % du produit national brut (PNB), tandis qu'aux USA l'économie dite « irrégulière » correspondrait à des chiffres allant de 8 à 15 % du PNB. Ce qui est loin d'être négligeable.

## Des conditions d'exploitation très dures

Les salaires, parmi les ouvriers clandestins de tous les pays, sont particulièrement bas.

En 1973 en Italie, le coût horaire d'un travailleur à domicile non déclaré représentait, dans l'habillement, 54 % d'un salaire « régulier » moyen. De plus; ceux qui travaillent clandestinement voient leur temps de travail considérablement augmenté. En France, une enquête sur le travail noir dans le bâtiment révèle que la durée du travail journalier est de 12 heures, voire davantage. Et dans cet ordre d'idées, il n'est pas négligeable de remarquer que la main-d'œuvre impliquée dans le travail clandestin est souvent la plus

vulnérable. En Espagne, 70 % des deux millions de travailleurs « marginaux » seraient des femmes, et c'est le même pourcentage que l'on retrouve en Italie. Les immigrés, par leur situation précaire, tombent souvent dans cette catégorie de travailleurs. En Allemagne fédérale, en 1976, les travailleurs immigrés clandestins représentaient dans les grandes villes 10 % de la population étrangère (soit deux à trois cent mille).

En outre, ils ne sont protégés par aucune législation du travail et ne peuvent prétendre à des prestations sociales en cas d'accident, de maladie ou de chômage.

## Des mesures contre les travailleurs, mais pas contre les patrons

En France par exemple, les opérations « coup de poing » menées en 1977 par les pouvoirs publics, en vertu de la loi de 1972 contre le travail clandestin, ont permis 11 000 vérifications par la gendarmerie et les services du travail dans 41 départements. Il y aurait eu 644 poursuites et ... 11 con-

damnations d'employeurs. Par contre, toujours en France, des mesures ont été prises pour limiter le travail clandestin des travailleurs immigrés et pour tenter de stopper l'immigration clandestine. Des mesures semblables ont été prises en Belgique, en Italie et en Allemagne.

# Contrôle médical ... au service du capital

Une enquête menée par l'AFP vient de relancer le débat sur les sociétés privées de contrôle médical comme Sécurex ou Delta-France. Jouant sur le fait que la Sécurité sociale ne peut contrôler tous les arrêts de travail, ce type de société fleurit depuis une dizaine d'années, en vendant ses « services » aux entreprises qui font la chasse à l'absentéisme.

Les contrôles sont faits par des médecins appointés et, si le malade est jugé apte à travailler, son employeur peut refuser de lui payer ses jours d'arrêt et l'obliger à reprendre le travail avant la fin de son congé maladie.

Pour justifier probablement de leurs honoraires auprès de leurs clients, ces sociétés trouvent toujours un nombre particulièrement élevé de malades aptes, selon le médecin contrôleur, à reprendre le travail sur-le-champ. Tandis que les contrôles de la Sécurité sociale font état de 25 % d'arrêts injustifiés, ceux de Sécurex et de Delta-France sont de l'ordre de 40 % (50 % pour la région parisienne). Lorsqu'une entreprise passe un contrat avec

Sécurex, il faut bien qu'elle y trouve bénéfique, donc il faut bien que les contrôleurs lui dénichent des tire-au-flanc, réels ou inventés, pour que le système continue à fonctionner...

Il n'est pas étonnant que l'introduction de tels contrôles ait suscité de vives protestations chez les travailleurs. Ce n'est pas d'un contrôle médical qu'il s'agit, mais d'un véritable flicage destiné à sanctionner systématiquement ceux qui s'arrêtent... et à permettre des économies au patron.

D'ailleurs, il n'y a pas que les salariés qui dénoncent ce système. Les médecins eux-mêmes n'y sont pas favorables. En effet de tels contrôles, qui visent à renvoyer les malades au travail, jettent en même temps la suspicion sur le médecin qui a prescrit l'arrêt. Cette profession si jalouse de ses prérogatives ne peut accepter de voir ses membres ainsi contestés.

L'Ordre des médecins lui-même, pourtant peu suspect de libéralisme, est critique vis-à-vis de telles pratiques. Dans une interview donnée au *Quotidien du Médecin*, son secrétaire général adjoint, le

D' Closier, mettait en garde contre une chasse aux sorcières à laquelle pourrait aboutir la généralisation de ce système de contrôles privés. Il faisait même remarquer qu'à côté de l'absentéisme sur lequel on fait tant de bruit, il existe un phénomène dont on parle beaucoup moins : celui des malades qui refusent un arrêt de travail pourtant justifié, parce que l'entreprise est en difficulté, parce qu'ils ont peur d'être licenciés. « Il existe un présentisme, dit-il, tout aussi réel, qui à la longue pourrait entraîner accidents et nuisances pour la santé ».

Malheureusement il n'existe aucun organisme, ni public, ni privé, qui soit chargé de contrôler dans les entreprises si tous ceux qui travaillent sont en suffisamment bonne santé. Si on le faisait, il y aurait sûrement des surprises, et plus d'un patron se verrait alors tenu d'accorder un congé maladie à ses salariés. Voilà qui pourrait faire l'objet d'une enquête intéressante... et d'une reconversion honorable pour les boîtes de détectives privés qui se camouflent en contrôleurs médicaux.

# C'est dans les usines qu'il faudrait des contrôles

## PEUGEOT MULHOUSE

• Un camarade de Carrosserie de 39 ans est mort il y a une quinzaine de jours. Dans l'état actuel de nos renseignements, nous ne pouvons pas dire si les conditions de travail ont été la cause de son décès.

Mais on peut être sûr que les charges de travail n'ont pas arrangé sa santé. De plus, la direction porte toute la responsabilité de l'attitude sordide de la maîtrise de ce camarade pour son dernier jour à l'usine. D'abord la direction savait que ce travailleur était malade, mais elle l'avait laissé en chaîne. Ensuite c'est avec difficulté qu'il a pu obtenir un bon d'infirmerie. Et l'ambulance qu'il demandait pour rentrer chez lui quand il s'est senti mal lui a été refusée. Il a dû prendre un taxi. Le lendemain, il prenait un jour d'ancienneté, il envoyait ses papiers maladie, et le

surlendemain il était mort. Alors tous les chefs qui font la chasse aux ouvriers malades, fatigués ou absents, devraient bien y réfléchir à deux fois. Quand les ouvriers voudront se venger de la santé qu'on leur a volée, c'est peut-être bien contre eux que se portera leur colère.

## GENERAL MOTORS

• La semaine dernière, un travailleur des Montages Carburateurs s'est blessé à la main. Le centre de traumatologie où il était allé passer un examen lui avait donné cinq jours d'arrêt. Mais lorsqu'il est repassé à l'usine, il a été intercepté par l'ingénieur de sécurité, qui s'est vraiment donné du mal pour lui trouver une place, afin qu'il ne prenne pas son congé. Et c'est ainsi que ce travailleur blessé à la main s'est vu gratifié d'un poste de travail assis.

• Il y a une dizaine de jours, à la 2826, un mécanicien s'est ouvert le pied en changeant, sur une machine, une meule qui pèse plusieurs dizaines de kilos.

C'est en reculant pour sortir la meule de la machine qu'il s'est tordu la cheville dans un trou et a reçu la meule sur le pied.

Cela fait des semaines que des ouvriers de la section avaient demandé au contremaître et à l'ingénieur sécurité de reboucher les trous qu'il y avait près de cette machine, car ce n'était pas la première fois que ce genre d'accident se produisait.

Mais voilà, comme toujours, il a fallu attendre un accident pour venir constater les faits et intervenir.

Extraits des bulletins Lutte Ouvrière.

# L'eau lourde

Trois cents personnes sont en traitement pour la même maladie à l'hôpital d'Epinal dans les Vosges. Elles souffrent de saturnisme hydrique, une maladie provenant de la consommation d'une eau chargée de plomb. Cette maladie peut provoquer des nausées, des vertiges et même des paralysies.

Et ce qui est surprenant dans cette affaire, à Epinal, c'est que la contamination vient tout simplement de l'eau du robinet !

Des analyses y ont révélé un taux de plomb 300 fois supérieur à

ce qui est normalement toléré. Cela serait dû aux qualités des eaux vosgiennes, particulièrement agressives, au point de pouvoir dissoudre le plomb. Or les canalisations qui sont toujours utilisées aujourd'hui, pour l'adduction d'eau, sont en plomb et datent pour certaines de... 1912.

En 1936, le problème avait déjà été soulevé par la municipalité, mais sans vraiment qu'il y ait eu de solution. Depuis, l'eau a coulé dans les canalisations, et des centaines de gens se retrouvent en

traitement.

En attendant de refaire complètement les installations, ce qui coûterait des sommes considérables pour une municipalité, une station d'assainissement va être mise en place pour adoucir un peu ces eaux spinaliennes. Et ce sont les habitants de la ville qui, pour amortir les frais de 5 millions de francs prévus pour cela, devront avaler, après le plomb, la note, puisque le prix du mètre cube d'eau passera de 2,29 F à 2,84 F.

SL

# Cité Joliot-Curie d'Argenteuil (95)

## Réfection des logements

# C'était plus neuf avant qu'après

A la cité Joliot-Curie d'Argenteuil, des travaux de réfection des logements HLM sont effectués. En effet, l'Etat a passé une convention avec l'office HLM. Il donne une subvention d'un montant important. Pour la société qui prend en charge ce marché, c'est un véritable pactole. Elle sous-traite les travaux à de petits artisans qu'elle paie le minimum, et elle empoche le reste.

Du coup, le travail est fait au plus vite, avec le minimum de main-d'œuvre, et complètement bâclé. Résultat : on installe un nouvel évier n'importe comment, mais on ne peut plus ouvrir les portes des placards. Papiers peints et peintu-

res sont détériorés. On change la baignoire mais elle est mal coffrée. Et estimez-vous heureux si, en prime, vos meubles ne sont pas troués au passage ! Et on pourrait encore allonger la liste. Bref, vous quittez un petit nid douillet et vous retrouvez un chantier...

Les locataires ont d'ailleurs décidé de ne pas se laisser faire : ils exigent la remise en l'état de leur appartement. L'office HLM a été inondé de lettres et les locataires ont commencé à se regrouper. L'office s'est engagé à donner gain de cause aux locataires. Mais pour l'instant cela reste des mots.

Par contre, les augmentations de loyer sont déjà bel et bien programmées.

Correspondant LO



# HLM de Saint-Nazaire Nous refusons de payer la hausse de 47 %

Après les résultats de la pétition (plus de 750 signatures) et les réunions de locataires en colère, nous avons manifesté le 9 décembre devant l'office d'HLM notre refus de payer la hausse de 47 % des loyers.

Nous étions une cinquantaine, bien décidés à entrer dans la salle où se tenait le conseil d'administration ce jour-là.

Malgré l'opposition du directeur de l'office et du vice-président du conseil qui nous en bloquaient l'accès, nous sommes entrés dans la salle de réunion. Dans les 5 minutes suivant notre irruption, la séance était close. On a cru un moment que c'était pour mieux répondre à nos questions.

Pas du tout ! Ce fut la débâcle : Batteux (président et maire socialiste de

surcroît) en tête, plus nerveux que jamais, se tailla un passage parmi nous, suivi de son escorte de pantins.

Seuls, les représentants d'associations de locataires sont restés, ainsi que 2 membres du conseil, dont le receveur de l'office. Là, nous avons eu des précisions, surtout en ce qui concerne les diverses brimades possibles pour les non-payeurs des 47 %. Quant aux justifications concernant cette hausse, qui serait en grande partie un rattrapage des années antérieures, nous ne les acceptons pas.

Nous maintenons notre action et continuerons à payer nos loyers sur la base de septembre, en déduisant l'APL, versée directement à l'office.

Correspondant LO

# Une catastrophe pas naturelle

Depuis plusieurs semaines, des nouvelles catastrophiques arrivent d'Afrique à propos de la situation alimentaire. Dix ans après la terrible sécheresse de 1973 et alors que de nombreux pays n'ont pas cessé d'y connaître le manque d'eau et la famine, la majeure partie de l'Afrique est en train de vivre une nouvelle période de sécheresse dramatique.

22 Etats sont actuellement touchés, et une épidémie de peste bovine se conjugue actuellement à la sécheresse pour créer les conditions d'une famine sans précédent.

Au Zimbabwe, 1 million de têtes de bétail sont menacées de mort. Au Botswana, 300 000 bovins sont déjà morts cette année ; au Lesotho, 58 000. En Afrique australe, qui connaît sa pire sécheresse depuis un siècle, dans les «bantoustans» d'Afrique du Sud réservés aux Noirs, en de nombreux endroits les paysans ont renoncé à semer sur une terre réduite en poussière et 80 000 têtes de bétail sont mortes de faim et de soif dès le mois de juin dernier. Au Zwaitland, des stades avancés de la malnutrition ont fait leur apparition pour la première fois. Au Sénégal, 20 % du cheptel est décimé. En Mauritanie, dans la région de Rosso, au bord du fleuve Sénégal, il est tombé à peine 50 millimètres de pluie, soit moins du quart de la normale. Dans le sud du pays, 25 à 30 % du cheptel est mort. En raison du faible niveau des eaux, la production d'électricité baisse.

Partout le déficit alimentaire se chiffre en centaines de milliers ou en millions de tonnes de céréales. Et dans 18 des Etats concernés par la sécheresse, la production alimentaire a diminué de moitié depuis deux ans.

Tout cela laisse deviner les immenses souffrances que des dizaines de millions d'Africains vont endurer ces prochains mois. Au Mozambique, 100 000 personnes sont déjà mortes de faim au cours des six derniers mois dans une seule province, et la moitié de la population est victime de la sécheresse dans 8 des 10 provinces. Mais c'est l'Ethiopie qui serait la plus gravement touchée et 3 millions de personnes y sont directement menacées de famine.

Si la sécheresse a des conséquences aussi dramatiques aujourd'hui, c'est avant tout pour des raisons économiques et sociales. C'est le résultat de l'organisation actuelle de l'agriculture africaine. L'agriculture vivrière, qui permettait à la population de résister tant bien que mal à la sécheresse, n'a plus qu'un rôle très secondaire. Dans ces pays, moins de 5 % des crédits vont à l'agriculture, et encore la majeure partie est-elle consacrée à la commercialisation. L'essentiel des efforts de modernisation et de rationalisation vont aux productions d'exportation, le café, le cacao, l'arachide, les fruits et les légumes, productions qui occupent les meilleures terres, bénéficient des techniques les plus modernes, mais dont les Africains ne profitent guère et

qui sont acheminées directement vers les pays industrialisés.

Par ailleurs, les aides alimentaires qui parviennent dans les pays africains s'avèrent bien souvent des produits concurrents des productions locales, souvent commercialisées à des prix inférieurs (puisque'il s'agit d'aides) et concourent au déclin des productions vivrières.

C'est ainsi que, d'après les chiffres de la FAO, la production vivrière africaine par habitant a baissé depuis dix ans, passant de l'indice 100 en 1969-1971 à l'indice 89 en 1982. Dans près de la moitié des pays à faible revenu, la production n'a pas suivi le rythme de la croissance démographique.

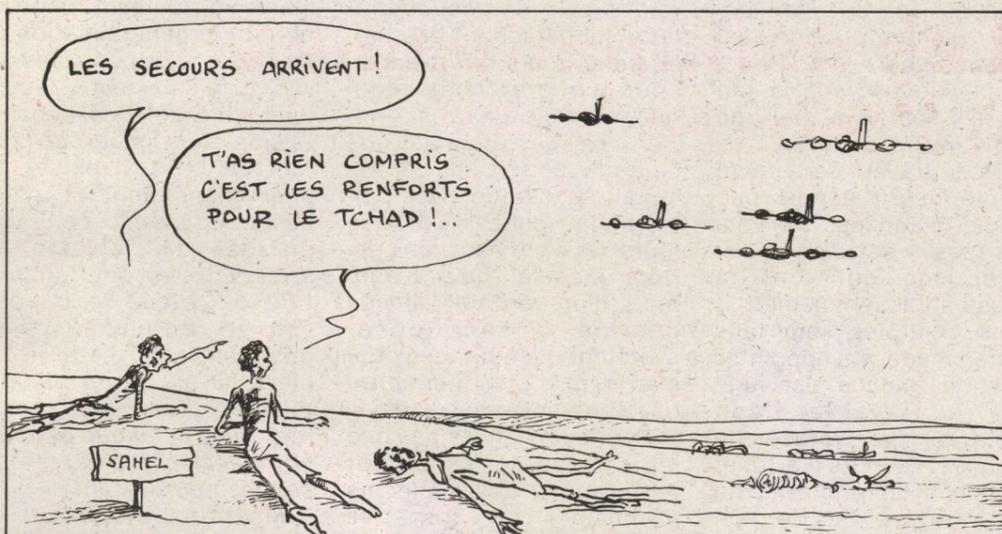
La crise mondiale a durement touché les ressources de tous ces pays. La baisse des cours des matières premières agricoles ou minières a diminué les revenus des Etats sous-développés. Et cela a diminué d'autant les ressources qu'ils pouvaient consacrer à l'importation de céréales pour combler leur déficit alimentaire. D'autant plus qu'au même moment, le cours des céréales s'est mis à augmenter, conséquence de la réduction de la production agricole aux USA.

Enfin, les économies africaines subissent de plein fouet les conséquences de la hausse du dollar, et même les aides consenties par les pays avancés vont subir cette année des coupes sombres, crise oblige.

Des centaines de milliers d'être humains, voire des millions, vont donc mourir de faim dans les prochains mois, en Afrique. Et cela alors que la planète n'a jamais disposé d'autant de réserves alimentaires. D'après le rapport de la FAO, en 1982, alors que la population mondiale avait augmenté de 1,8 %, la production vivrière — celle justement qui va manquer là-bas — augmentait, elle, de 2,2 %. Selon le ministre de l'Agriculture des USA lui-même, 290 millions de tonnes de grains s'entassent dans les entrepôts des pays riches (plus de 20 % de la consommation mondiale), alors que le déficit alimentaire de l'Afrique ne représente que 2,6 millions de tonnes de céréales en 1983-1984. La Banque Mondiale estime qu'il suffirait de réorienter seulement 2 % de la production céréalière mondiale vers ceux qui en ont besoin pour éliminer la malnutrition. Et la même Banque Mondiale a calculé que, à elle seule, la production de céréales pourrait fournir à chaque homme, femme et enfant plus de 3 000 calories et 65 grammes de protéines par jour, ce qui est supérieur aux besoins, même évalués largement.

Alors, la responsabilité des millions de morts qui vont survenir dans le Tiers Monde à cause de la famine, il faut la chercher non pas dans une catastrophe naturelle mais bien dans le fonctionnement absurde et criminel que le capitalisme impose à la société.

Claude CHARVET



## La famine menace de mort

Dans son numéro 125, Le Pouvoir aux Travailleurs, mensuel trotskyste de l'Union Africaine des Travailleurs Communistes Internationalistes, décrit la famine au Sénégal oriental :

« Dans le département de Kédougou, plusieurs milliers de paysans risquent de mourir de faim et de soif. Selon les informations données par le journal *Le Soleil*, des champs de cultures vivrières sont déjà asséchés à 80 %, avant même qu'il y ait des fruits. Quant au bétail, il est menacé de disparition, faute d'eau.

Eh oui, car il n'a pas assez plu. Et le peu de pluie qui est tombé s'est arrêté trop tôt. Alors il n'y a plus d'eau dans les rivières ainsi

que dans les puits. Même le peu de forages qu'il y avait reste inutilisable, faute d'entretien.

Cela est si dramatique que déjà quatre villages envisagent de déménager vers d'autres régions moins touchées par la sécheresse. Bien évidemment, la région de Kédougou n'est pas la seule. D'autres régions, situées dans le Sahel, connaissent une situation encore plus catastrophique. Alors, que dans les régions situées dans le Sahel, les autorités parlent ou accusent le climat, soit. Mais que, même dans des zones au climat favorable généralement comme Kédougou, le moindre caprice du temps se traduise par une

menace de mort, ce n'est pas normal.

Cela est d'autant plus révoltant que la sécheresse, le climat ne sont pas seuls responsables. Nos gouvernements font payer des impôts, ils imposent et encouragent des cultures commerciales qui rapportent de l'argent à l'Etat. Et cet argent, ils s'en servent pour leur bien-être et pour des travaux de prestige.

Mais rien n'est fait pour ceux qui produisent, pour ceux sur qui reposent en grande partie les sources de revenu du pays. Oui, cette société et les dirigeants des Etats sont aussi responsables de la misère et des souffrances dont les paysans sont victimes. »

## Réunion de l'AID

### La mesquinerie des pays les plus riches

Au moment même où les pays africains plongent vers une famine sans précédent, le gouvernement de Reagan vient d'annoncer qu'il diminuera ses aides aux pays sous-développés.

Les 9 et 10 décembre derniers les représentants des 33 pays membres de l'Association Internationale pour le Développement se sont réunis à Paris, pour décider des fonds dont ils vont disposer au cours des trois prochaines années. L'AID est une filiale de la Banque Mondiale, spécialisée dans l'aide aux pays les plus pauvres sous forme de prêts au taux de 0,75 % sur 50 ou 60

ans. Pour pouvoir maintenir ses activités au niveau des campagnes précédentes, l'AID aurait besoin de 16 milliards de dollars. Mais, pour tenir compte des difficultés budgétaires occasionnées par la crise aux différents gouvernements, la Banque Mondiale préconise de ramener le budget de l'AID à 12 milliards de dollars. Or le gouvernement américain, le plus gros des donateurs, a fait savoir qu'il réduisait sa participation à 25 % des ressources totales de l'organisme, contre 27 % précédemment. En fait, Washington voudrait

limiter à 9 milliards de dollars le prochain budget de l'AID, ce qui en ferait le budget le plus faible de toute son histoire, en maintenant sa participation à 750 millions de dollars.

Reagan a déclaré qu'il préférerait consacrer son aide à des accords bilatéraux, plutôt que de passer par des organismes internationaux tels l'AID. Il peut ainsi mieux la consacrer à aider des pays « amis », pour mieux les contrôler.

Et pendant ce temps, il continue bien sûr à consacrer des dizaines de milliards de dollars pour armer les dictatures qu'il soutient.

## Le « projet Carajas »

### Les multinationales à l'œuvre

Concernant une région grande comme deux fois la France, 1 million de km<sup>2</sup>, qui se situe au nord-est du Brésil dans le territoire de l'Amazonie, le projet Carajas est un plan pour l'exploitation minière, agro-industrielle et forestière de cette région, que dirige un consortium de multinationales et qui constitue un exemple typique de la façon dont, en temps de crise, les trusts continuent de plus belle à mettre les pays pauvres en coupe réglée.

C'est en 1967 qu'un géologue américain, qui travaillait pour le trust américain US Steel, découvrit dans cette région l'un des plus riches gisements de minerai de fer du monde, un gisement évalué aujourd'hui à 50 milliards de tonnes d'un minerai de haute teneur, qui placerait le Brésil au deuxième rang mondial du point de vue des réserves en minerai de fer. Aussitôt, l'US Steel fit déposer 167 demandes de permis d'exploitation auprès des autorités brésiliennes, chacune d'elles étant libellée au nom d'un des employés de sa filiale brésilienne.

Seulement, l'affaire s'ébruita et fit scandale. Et ce n'est qu'après de nombreuses palabres que l'US Steel consentit à abandonner le terrain, lorsque la compagnie d'Etat brésilienne CURO lui versa 50 milliards de compensation en 1979.

Le gouvernement brésilien se tourna alors vers celui qui était déjà le principal acheteur du minerai de fer, le trust japonais Nippon Steel, pour mettre sur pied un plan d'exploitation.

Outre l'exploitation du minerai de fer, qui reste au centre du projet, serait prévue l'exploitation du cui-

vre, de la bauxite, du manganèse, du nickel, du zinc. Déjà la région bénéficierait pour la production d'énergie de la grande centrale hydro-électrique de Tucuruí, construite récemment. Une voie ferrée de 900 km, qui doit rejoindre Carajas au port de Sao Luis, est en cours de construction. C'est dire que le projet est démarré.

Pour rentabiliser cette voie ferrée, qui coûterait trop cher pour le seul transport du minerai, un projet agro-industriel et forestier couvrant 10 millions d'hectares est venu compléter le premier. Il s'agirait de promouvoir la grande culture de riz, de canne à sucre pour la production d'alcool, de manioc et de soja pour l'élevage. On procéderait à l'installation de 300 grandes propriétés de 10 000 hectares chacune pour l'élevage intensif. Il s'agirait aussi de produire du charbon de bois. Toutes ces productions sont destinées à l'exportation.

Ce projet gigantesque de 62 milliards de dollars, qui représente six fois celui du gazoduc sibérien pour son coût, serait financé à 20 % par l'Etat brésilien et à 80 % par un consortium étranger où l'on retrouve en bonne place US Steel



Le prix du grand projet Carajas : leur expulsion ?

aux côtés de Nippon Steel, mais aussi des trusts européens et même français.

Pour justifier le projet, le gouvernement brésilien dit que les exportations de minerai et de produits agricoles lui permettraient de payer sa dette extérieure.

Mais entre autres, pour obtenir les fonds nécessaires à payer sa participation de 20 % dans l'opération, le gouvernement brésilien s'est tourné vers le Fonds Monétaire International. Et si celui-ci a consenti un rééchelonnement de ses dettes et de nouveaux crédits, il lui a imposé en échange un plan de restrictions budgétaires et une révision de la loi en vigueur au Brésil sur les salaires.

Pour les multinationales qui y participent, l'opération est pleine d'avantages, comme le souligne crûment le texte de présentation du projet : « L'existence de matières premières abondantes, un faible coût de l'énergie électrique, une main-d'œuvre à bon marché, un contrôle anti-pollution peu rigoureux, un transport efficace ». Mais il est clair que la presque-totalité des recettes du projet Carajas sera transférée hors du Brésil. Et, loin

d'aider à éponger la dette brésilienne, il ne fera que l'accroître, alors qu'il ne bénéficiera que bien peu à la population brésilienne. En ce qui concerne l'emploi, par exemple, alors que le Brésil compte 12 millions de chômeurs, l'exploitation des mines et des grands domaines agricoles fera travailler au mieux un million de personnes. Les minerais ne seront pas travaillés sur place, les produits agricoles seront exportés.

Par ailleurs le projet Carajas a accéléré dans la région la spéculation sur la terre et s'est traduit par l'expulsion violente, parfois le massacre, de milliers de familles de « posseiros », les petits paysans pauvres de la région qui travaillent la terre qu'ils ont souvent défrichée eux-mêmes, par des groupes armés à la solde des grands propriétaires. Les conflits pour la possession des terres s'y sont multipliés au détriment des petits paysans qui, une fois dépossédés, n'ont plus qu'à aller grossir le lot des chômeurs dans les favelas (bidonvilles) à la périphérie des villes, de ces villes où ont éclaté récemment des émeutes de la faim.

Patricia MULLAN

## « Le massacre des posseiros »

un livre de Ricardo Kotscho - éditions Syros - 150 pages - 39 F



C'est pour dénoncer les violences dont sont victimes les paysans et alerter l'opinion internationale sur le sort qui leur est réservé, que Ricardo Kotscho, un journaliste brésilien, a mené une enquête en 1980 dans les terres d'Amazonie où, à la suite du gigantesque projet agro-minier de Carajas, les conflits pour la possession des terres se sont accélérés. Son livre a été traduit et soutenu pour sa diffusion par de nombreuses associations tiers-mondistes regroupées au sein du « Comité de Recherche et d'Information pour le Développement ».

Les témoignages cités viennent tous de cette région située entre deux fleuves amazoniens, l'Araguaia et le Tocantim, qui descendent des plateaux, dessinant à l'endroit où ils se rejoignent un bec, le « Bico do Papagaio ». L'auteur fait parler les paysans, raconte leur acharnement à rester sur la terre qui est leur seul moyen de survie.

Ce n'est pas d'aujourd'hui qu'il y a des conflits pour la terre au Brésil, ni dans cette seule région. Dans tout le Brésil, le gouvernement accorde depuis vingt ans des avantages considérables (dégrèvement d'impôts, subventions, attributions de titres de propriété, protection des autorités) à tous ceux qui inves-

tissent dans la grande culture pour l'exportation. De plus, avec la dépréciation de la monnaie, la terre est devenue un des meilleurs placements, la spéculation sur la terre une source de profits. Les entreprises nationales et multinationales s'y taillent des propriétés de plusieurs dizaines de milliers d'hectares. Ainsi Volkswagen possède une « fazenda » de 400 000 ha.

Autant dire que dans l'aire soumise au projet Carajas, la spéculation va bon train. Et, pour le gouvernement, la production de haricots et de cultures vivrières des « posseiros » n'est pas source de profits. Et là comme ailleurs, la politique de concentration des terres s'amplifie avec l'expulsion des petits paysans. Il faut « nettoyer » les terres pour faire place aux entreprises rentables. Les opérations de nettoyage sont menées à coup d'intimidations et de meurtres par les propriétaires et leurs bandes.

Ces expulsions sont d'autant plus arbitraires qu'elles sont contraires à la coutume du Brésil où, lorsqu'on a défriché une terre et qu'on la cultive, on en a la jouissance après un an et un jour. Dans la région concernée par le projet Carajas, des « posseiros » vivaient depuis des dizaines d'années là où ils s'étaient installés au prix de

rudes épreuves, après avoir fui la sécheresse ou même l'expulsion des grands propriétaires du sud. Certains villages datent même de la fin de l'esclavage, lorsque les anciens esclaves s'y étaient installés. Les derniers villages ont été détruits à coups de bulldozer. Sampiao, sur les bords du Tocantim, a été bombardé en juillet 1979. Et quand un homme va à la ville demander justice aux autorités, on lui répond que « seul un drogué peut essayer de défendre le peuple » et on l'emprisonne, quand on n'a pas réussi à l'assassiner sur son chemin.

Comme le dit une femme de posseiro, c'est la lutte des poussins contre les vautours. Car si le gouvernement a mis en place un organisme pour régler les conflits de la terre, le GETAT (Groupe Exécutif des Terres de l'Araguaia Tocantim), ce sont des militaires qui le font fonctionner, se substituant à l'administration et même à la justice. La plupart du temps ils couvrent les exactions des grands propriétaires et de leurs hommes de main (les pistoleiros), quand ils ne font pas tout simplement partie de leur bande. Les corbeaux et les vautours font place nette pour que le capital international puisse fructifier.

P.M.

## Le Fonds monétaire international contre la population brésilienne

Pour obtenir le rééchelonnement d'une partie de sa dette extérieure — qui se monte aujourd'hui à 90 milliards de dollars — et obtenir de nouveaux prêts du FMI, le Brésil a dû consentir à un plan d'austérité draconien que lui ont imposé les autorités du FMI.

Tout d'abord, un rééquilibrage brutal de sa balance commerciale : les importations ont été réduites de 27 %. Dans certains secteurs, ce coup de frein commence à avoir des conséquences graves : ainsi l'industrie chimique ne dispose plus des matières premières nécessaires pour produire les engrais dont l'agriculture brésilienne a besoin.

Par ailleurs, pour doper les exportations, une série de

mesures de dévaluation ont été prises au cours de l'année, qui ont alimenté d'autant l'inflation, sans pour autant permettre à l'industrie brésilienne de trouver de nouveaux acheteurs dans un marché déjà saturé du fait de la crise.

L'inflation a atteint des sommets dramatiques : pour 1983, les experts s'attendent à 200 % ! Le FMI a exigé que ce chiffre soit ramené à 150 % en 1984 et à 55 % l'année suivante. Pour cela, pour commencer, l'Etat brésilien devra procéder à des coupes sombres dans les budgets des services publics, afin de réduire son déficit budgétaire.

Enfin, le FMI a exigé que soit remis en question le système de réévaluation des salaires en

fonction de la hausse des prix qui opérait jusqu'alors deux fois par an. La loi 2045, adoptée en novembre par le Parlement brésilien, prévoit donc une baisse automatique des salaires réels de 13 % en 1984.

Cette nouvelle amputation du pouvoir d'achat des travailleurs vient s'ajouter aux conséquences déjà bien assez graves de la crise. Au cours des trois dernières années, la baisse du revenu par habitant au Brésil a dépassé celle qu'avait connue la population durant les années de la crise de 1929. Aujourd'hui, plus d'un quart de la population active n'a pas d'emploi régulier et vit avec moins de 500 F par mois et par famille. Sans compter les inondations dans le sud

du pays et la sécheresse dans le nord-est, qui ont ruiné quantité de petits paysans et provoqué des famines graves. Résultat, pour le seul mois de septembre 1983, le gouvernement brésilien a dénombré pas moins de 230 émeutes dans le pays, la plupart du temps provoquées par des foules désespérées cherchant à se procurer par le pillage la nourriture qu'elles ne pouvaient pas se payer.

Quant au FMI, dans cette affaire, sa politique est simple : pressurer et affamer plus de cent millions de Brésiliens pour qu'une poignée de capitalistes et de banquiers puissent passer à la caisse toucher leurs dividendes.

F.R.

### Etienne Patoor libéré

## Il faut exiger l'arrêt des poursuites contre les trois soldats de Landau

Etienne Patoor, le troisième soldat de Landau qui avait été maintenu en détention provisoire, alors que ses deux camarades avaient été mis en liberté provisoire il y a une quinzaine de jours par les instances judiciaires de Colmar, vient d'être à son tour libéré. Il est vrai que son maintien en détention, alors même qu'il avait fini son temps légal de service militaire et qu'il accomplissait du « rab », ajoutait à l'arbitraire de la décision des autorités militaires.

Ce nouveau recul traduit l'embarras du gouvernement dans une affaire qui met en lumière la contradiction entre les belles phrases sur la « nouvelle citoyenneté », et ce qu'il en est dans les faits. Car il était particulièrement choquant de voir ces trois conscrits jetés en prison pour délit d'opinion, sous le seul prétexte d'avoir signé et fait circuler une pétition protestant contre les conditions dans lesquelles on leur faisait faire leur service en Allemagne, et contre le fait que, 38 ans après la fin de la Seconde Guerre mondiale, il y avait encore des troupes d'occupation dans ce pays.

Des voix nombreuses se sont fait entendre pour réclamer la libération des trois soldats de Landau. Reste qu'ils sont encore inculpés et qu'il faut maintenant exiger l'arrêt de toute poursuite.

J.-P. V.

### Quinze millions d'enfants morts en 1983

## Un holocauste permanent dû à la misère

Selon le rapport annuel de l'UNICEF, « L'état des enfants dans le monde », repris par la presse, ce sont près de quinze millions d'enfants âgés de moins de 5 ans qui seront morts cette année dans le Tiers Monde, c'est-à-dire l'équivalent de cette classe d'âge dans un pays comme les Etats-Unis.

Et selon l'UNICEF, il serait possible, dès à présent, de réduire de moitié cette hécatombe à condition d'y mettre les moyens et la volonté politique.

Car cet holocauste sans fin des enfants du Tiers Monde, ce n'est ni un hasard, ni une fatalité. C'est la misère, la malnutrition

qui en sont la cause. La mortalité infantile — entre la naissance et 1 an — stagne depuis quelques années à 100 pour 1000 alors qu'elle est en-dessous de 20 pour 1000 dans les pays industrialisés. Et là aussi, dit l'UNICEF, il serait possible immédiatement de sauver la moitié des 40 000 enfants du Tiers Monde de moins d'1 an qui meurent chaque jour.

Des solutions sont proposées par l'UNICEF : contrôle de la croissance, reprise de l'allaitement au sein, réhydratation des nourrissons malades avec de l'eau sucrée-salée, vacci-

nation, complément d'alimentation pour la mère et l'enfant, espacement des naissances par le développement de la contraception, éducation féminine par une plus grande scolarisation. Mais cela demande en fait, pour qu'elles soient reprises par la population, un certain développement général du niveau de vie et de culture.

Une bonne partie serait réalisable cependant, ou du moins pourrait être mise en place, dans des délais assez brefs. Mais cela implique de l'argent et toute une organisation, des moyens de transport, des hommes... tout un ensemble de choses que les pays impérialistes sont toujours prêts à fournir quand il s'agit d'écraser un peuple en révolte contre la misère ou la dictature, mais pas quand il s'agit de sauver la vie des enfants du Tiers Monde.

On a bien créé l'UNICEF, mais en ce qui concerne les moyens, c'est la charité publique qui y pourvoit. Et quelle que soit la générosité des gens, rien ne peut remplacer les moyens dont peuvent disposer les Etats quand ils le veulent.

Alors, année après année, on voit l'UNICEF lancer des cris d'alarme et faire appel à notre portemonnaie pendant que la crise mondiale aggrave encore plus le sort déjà misérable des enfants du Tiers Monde.

Alain LEMART

### Le Mouvement contre le racisme et pour l'amitié entre les peuples nous communique

## Le MRAP en désaccord avec les méthodes utilisées pour le refoulement des immigrés clandestins

Le MRAP « exprime sa réprobation totale des contrôles « au faciès » qui ont lieu fréquemment dans certains quartiers et dans le métro. Il y a là, malgré certaines précautions prises pour sauvegarder les apparences, une incontestable discrimination dans l'utilisation de la loi.

D'autre part, depuis octobre 1983, les tribunaux appliquent la loi qui leur permet d'ordonner la recon-

duite à la frontière des étrangers en situation irrégulière, en assortissant cette peine de l'exécution provisoire : cela signifie que le jugement est immédiatement exécuté.

Cette attitude nouvelle paralyse en fait la possibilité pour l'intéressé de faire appel, possibilité garantie cependant par la règle du double degré de juridiction. Or, ce principe du double degré de juridiction est un

principe absolu, en droit français. (...)

En conséquence, le Bureau national du MRAP demande que ces pratiques soient reconsidérées et révisées.

Le MRAP nous demande également de faire savoir à nos lecteurs qu'une émission du MRAP, dans le cadre de Liberté 3, aura lieu samedi 17 décembre vers 17 h 30.

**LA CHAPELLE-DARBLAY  
(St-Etienne-du-Rouvray - 76)**

## Le travail a repris... sans les licenciés

Lundi 5, à l'appel de la direction et de la CGT, après 3 mois d'occupation, le travail reprenait à Saint-Etienne-du-Rouvray. « On s'est fait avoir ! » Telle était l'ambiance dans les rangs des licenciés quand ils apprirent que la CGT leur demandait de ne pas pénétrer dans l'usine.

La « victoire » avait un goût amer quand les cadres non-grévistes et les élus de la CFDT rentrèrent dans l'entreprise alors qu'il y a quelques semaines encore, ils étaient refoulés aux portes de l'usine par la CGT, car ils essayaient de réorganiser les services sans les licenciés.

Cette fois-ci le plan Parenco-bis, comme le premier, s'applique sans eux. C'est d'ailleurs sans ambiguïté que l'administrateur judiciaire Maître Levêt précisait dans son appel à la reprise « les licenciements prévus au 1<sup>er</sup> septembre sont toujours maintenus ». Les travailleurs interpellèrent les délégués pour leur demander des explications : « Les licenciés dehors, et les autres doivent accepter les déplacements. Je voudrais bien savoir à quoi ça a servi qu'on fasse grève », dit un travailleur.

La CGT convoqua une réunion le soir même pour s'expliquer ; une soixantaine de licenciés écoutèrent les responsables pas très convaincus par les soi-disant raisons tactiques, d'autant plus que les licenciés présents à cette réunion sont des travailleurs qui sont venus des semaines et des semaines travailler à l'usine à l'appel de la CGT.

Une fois leurs discours terminés, les premières questions

partirent : « On nous a menti, il n'a jamais été question de rester dehors », « Ce n'est pas la peine de parler de victoire lorsqu'on applique le plan Parenco », « On est bien parti pour se faire emmancher car s'ils respectent leurs promesses comme ils ont fait pour le charbon... ».

D'autant plus qu'aucune des questions n'est réglée : les délégués sont toujours licenciés, pour les salaires, la direction ne donne qu'une avance de 7 500 F pour les trois mois, le reste à négocier ultérieurement. Le ministère de l'Industrie promet de reclasser une cinquantaine de licenciés dans une hypothétique société de maintenance en liaison avec les deux usines Chapelle-Darblay, et cela après formation du personnel concerné. Mais là encore aucune garantie sur la durée du stage, son paiement, le financement de la société et son statut, etc. Et puisque rien n'oblige la direction à se servir de cette future société pour l'entretien des machines...

La CGT justifie cette reprise précipitée par la nécessité de tout régler avant le 31 décembre, date à laquelle, faute d'accord, le tribunal de Commerce de Rouen aurait pu décider la mise en liquidation de l'usine. Liquidation dont elle ne tenait pas à porter le chapeau.

Pour tous ces travailleurs, la pilule est dure à avaler et comme le dit un des licenciés : « Ce n'est pas le fait de dire qu'on a gagné qui nous empêchera d'être cocus ! »

Correspondant LO

DANS  
LES ENTREPRISES

**SACILOR (Gandrange)**

## Accident au Transport

A Sacilor, le 5 décembre, un travailleur a eu la jambe broyée par un wagon ; un camarade a été blessé au bassin et aux jambes. Dans l'usine, il y a des dizaines de kilomètres de voies qui se croisent dans tous les sens. Et un service intérieur (TIN) s'occupe de la maintenance des wagons. Comme dans tous les autres secteurs, Sacilor a comprimé au maximum tous les effectifs. Sur l'ensemble de l'usine, ils sont passés de 13 000 à 7 200. Alors les accidents se multiplient : cinq en un mois ! Les témoignages d'ouvriers et d'agents de maîtrise prouvent qu'ils sont dans l'impossibilité de respecter la sécurité.

Le refrain : « Il n'y a pas une minute à perdre » revient un peu trop souvent.

Cette fois-ci, une rame de wagons avait été rangée dans un cul-de-sac, la rame était trop longue et le convoi dépassait. L'équipage qui s'occupait de la manœuvre a voulu pousser la rame à fond sur les boutons. Par la pression de la loco, le wagon de tête a sauté en l'air et heurté les deux travailleurs.

Depuis l'un a été amputé d'une jambe.

Comme d'habitude la direction a cherché à rejeter la faute sur les travailleurs. Dans un bulletin diffusé le lendemain dans le secteur, elle dit : « Nous vous recommandons, afin d'éviter le renouvellement de ces dramatiques événements, de veiller particulièrement à l'application des règlements généraux de sécurité ».

Et elle pousse le cynisme jusqu'à promettre à tout agent du service n'ayant pas d'accident en novembre et décembre

un joli couteau de poche d'excellente qualité pour la fin de l'année !

Pourtant, l'enquête de l'inspecteur du travail a clairement établi les responsabilités de la direction : avec les moyens de l'informatique, celle-ci aurait dû savoir que la rame était trop longue.

D'ailleurs les travailleurs du secteur n'ont pas attendu les résultats de l'enquête pour débrayer sur chaque équipe et manifester leur colère.

Correspondant LO



## SACILOR

### Quand la CGT se bat... contre la CGT

La semaine dernière, le P-DG de Sacilor annonçait la construction prochaine sur Gandrange d'un centre universel pour la fabrication de gros profilés (rails, paleplanches, poutrelles).

Les syndicats, qui revendiquent depuis longtemps la construction de ce train, se sont aussitôt félicités de cette nouvelle. Pour la CGT, « la décision de construire le TU (train universel) concrétisera le onzième investissement réa-

lisé dans le groupe Sacilor depuis 1982. (...) La construction est commencée, avec ou sans l'accord de Bruxelles... ». Cela, c'est ce qu'elle affirme dans un tract diffusé sur l'usine, en terminant ainsi : « Défendre le TU, c'est déjà défendre son avenir et celui des hommes ».

Mais au même moment, on apprenait que la CGT d'Usinor-Valenciennes protestait vigoureusement contre cette décision. Dans une lettre adressée

à Mauroy, elle déclare : « Nous vous le répétons, nous sommes contre la construction d'un deuxième train à poutrelles en France. De notre point de vue, cet investissement ne se justifie pas. En effet, la logique et le bon sens voudraient d'abord que l'on s'occupe des capacités du train universel d'Usinor. Ce qui est loin d'être le cas actuellement ».

Voilà où mène le chauvinisme d'entreprise !

Correspondant LO

## ECHOS DES ENTREPRISES

**Alstom-Atlantique  
(St-Nazaire)**

### Les enchères montent

La signature d'un contrat entre Delmas et un chantier yougoslave pour la livraison de 4 grumiers a soulevé de nombreuses protestations : le député Evin, le syndicat CGT, même Chauty, maire RPR de Nantes, qui y est allé de son couplet. Ce

serait un scandale.

Pourtant personne n'a rien dit lorsque l'Alstom a obtenu le E 40, alors que les travailleurs norvégiens étaient tout comme nous victimes de la restructuration de la navale.

Si dans tout ça, il y a un scandale, c'est bien par le chantage à l'escalade des subventions. Car tous, armateurs, constructeurs, se sucent de plus en plus par le biais des aides.

Delmas dit ouvertement qu'il a manqué un milliard de francs pour en laisser deux aux chantiers français. Mais finalement, s'il

en est un qui ne voit pas d'un mauvais œil toute cette agitation, c'est bien Delmas qui veut bien construire français si le magot fait des petits.

Extrait du bulletin  
Lutte Ouvrière

### Crédit Lyonnais

### Delors de l'argent

Les banquiers sont au premier rang de la politique des salaires pour 1984.

C'est pour cela que Delors les a reçus pour leur préciser ses instructions.

Il est question très sérieusement d'une hausse de la masse salariale limitée à 6 %... tout compris ! C'est-à-dire coefficients, points d'ancienneté et tout le reste. Ce qui ferait une hausse du point pour l'année limitée... à 2 % !

Si on laisse faire les banquiers et le gouvernement, ça ne fera vraiment pas le compte en 1984 !

Mais ça ne fait déjà pas le compte en 1983. Les prix

sont déjà très officiellement bien au-dessus des 8 % annoncés. Et nos salaires dans tout ça ? Et les retards qui s'accumulent ?

Alors les banquiers veulent être au premier rang de l'attaque contre les salaires ?

C'est simple : aux employés de banque d'être au premier rang de la contre-attaque.

Extrait du bulletin Lutte Ouvrière Crédit Lyonnais (La Défense - Région parisienne).

## ECHOS DES ENTREPRISES

## DANS LES ENTREPRISES

• Les bulletins *Lutte Ouvrière*, un peu partout en France, se font l'écho des mesures que prennent les patrons contre l'emploi. Ces mesures prennent des formes diverses : licenciements faisant partie de plans dits « sociaux », chômage technique, réductions d'horaires avec perte de salaire.

### Un plan peut en cacher un autre

Mercredi dernier au CE, la direction a annoncé son deuxième plan « social ». Rien de nouveau à l'ordre du jour. Pour le patron, « 225 licenciements doivent permettre de préserver la majorité des emplois » : il faut licencier pour conserver l'emploi ! Qui d'entre nous peut croire cela ? On nous prend pour des naïfs.

Croyant peut-être nous faire avaler sa pilule amère avec un sucre, la direction nous dit qu'elle se soucie de la formation et du reclassement des futurs licenciés. Elle s'en soucie tellement qu'une agence de l'emploi ouvrirait ses portes en face de l'usine... Ça promet ! Il n'y a qu'à demander à ceux qui vont pointer à l'agence de l'emploi de Montbéliard si c'est ce qui leur donne un gagne-pain.

Le gouvernement et sa direction du Travail admettent avec la direction un sur-effectif. Si nous ne voulons pas de licenciements, ne comptons que sur nos propres forces.

Extrait du bulletin *Lutte Ouvrière*  
Cycles Peugeot

• Mais un peu partout, en même temps, souvent dans les mêmes usines, les patrons en profitent pour essayer d'imposer du travail supplémentaire à ceux qui restent, ou d'imposer le travail en équipes, ou des mutations arbitraires.

### Molo, molo

Dans certains secteurs, depuis le passage en 5 équipes, on constate qu'il y a finalement plus de travail à faire. On pouvait s'y attendre, étant donné que nous sommes moins nombreux par poste.

La solution au problème serait pourtant simple. Les grosses têtes de l'usine n'ont

### Clair et net

A l'atelier des Bielles, à celui des Vilebrequins, la direction du 14 fait procéder à des mutations : direction la chaîne. Lorsqu'on demande des explications au chef du personnel du 14, il nous répond : « C'est ça, et pas autre chose ». Eh bien voilà qui éclaire singulièrement l'avenir à court terme, beaucoup plus que le bla-bla que fait Hanon à la TV ! Aujourd'hui on a droit à « C'est ça, et pas autre chose », mais on peut être certain d'entendre bientôt : « Mieux vaut du travail que rien du tout », sans oublier le « Autant accepter d'être mal payé que de ne pas l'être du tout », etc.

Bref, on nous prépare sciemment une baisse de nos conditions de vie à tous les niveaux. Ne soyons pas dupes, car nous serions les dindons de la farce.

Extrait du bulletin *Lutte Ouvrière*  
RNUR Billancourt Dpt 14

### Elle n'embauche... que pour les heures supplémentaires !

Dans différents secteurs, on nous refait travailler en équipe. Ailleurs, c'est en projet.

En plus, les heures supplémentaires, qui n'ont d'ailleurs jamais cessé, se multiplient ces temps derniers.

Il y a donc du travail pour de nouveaux embauchés !

Mais la direction préfère « s'arranger » en douce sur notre dos.

Extrait du bulletin *Lutte Ouvrière*  
SNIAS (Bourges)

### Le prix de la vie

Pour 69 d'entre nous, le verdict est tombé : c'est la porte dès 55 ans. Sans nous demander notre avis. Alors bien sûr, ce sera une bonne chose de ne plus s'enfermer 8 heures par jour, de ne plus être pressés par la cadence, de ne plus voir certaines têtes plutôt patibulaires ! Mais à quel prix : ce n'est qu'avec 65 % du salaire que nous partirons. Et puis nous n'aurons même pas la satisfaction de nous dire que nous laissons la place aux jeunes, car il n'est pas question pour la direction d'embaucher ! Bref, cela fait 69 licenciements, déguisés peut-être, mais licenciements quand même.

Extrait du bulletin *Lutte Ouvrière*  
Cablauto (Villemur)

### Profiter des loisirs

Au Thermique, nous serons donc une centaine à chômer la dernière semaine de décembre. C'est la réduction du temps de travail avec baisse du salaire.

Partager le travail et augmenter le temps de loisir, on est plutôt pour. Mais où est-ce qu'ils ont vu qu'au repos on dépensait moins qu'au boulot ?

Extrait du bulletin *Lutte Ouvrière*  
Chausson Asnières

quand même pas besoin qu'on leur souffle la réponse.

Maintenant, qu'ils ne comptent surtout pas sur nous pour accélérer les cadences. On n'est pas du genre à aller plus vite que la musique.

Extrait du bulletin *Lutte Ouvrière*  
Usinor-Dunkerque

### Non aux heures supplémentaires !

En ce moment, la Teinture tourne à plein. Il y a peu, une équipe de nuit avait été mise sur pied, et ça ne nous a pas plu. Depuis, le travail de nuit a été supprimé.

Et maintenant, voilà qu'on doit venir à l'usine le samedi.

C'est tout ce que trouve le patron quand il y a un surcroît de travail : qu'on soit à sa disposition pour faire des heures supplémentaires.

Il y a une autre solution : il n'a qu'à embaucher !

Extrait du bulletin *Lutte Ouvrière*  
Chaignaud

### Il faudra imposer notre volonté

La direction envisage pour l'application des 35 heures de réduire la journée de travail de 1/2 heure pour les 3/8. Mais la plupart des cheminots ne l'entendent pas ainsi. Ils veulent avoir des repos supplémentaires, faire sauter les journées de disponibilité en jour.

La direction ne veut pas en entendre parler, car elle se refuse à embaucher : si elle diminue le travail de 1/2 heure par jour, elle pense pouvoir se passer de personnel supplémentaire. Par contre, si elle donnait satisfaction aux cheminots, il lui faudrait créer une équipe supplémentaire.

Extrait du bulletin *Lutte Ouvrière*  
SNCF Réseau Est



## CAISSE D'ALLOCATIONS FAMILIALES (Paris 15<sup>e</sup>)

# Grève d'avertissement aux services Paie et Personnel

Jeudi 8 décembre, 53 employés des services Paie et Personnel ont fait grève pour revendiquer la revalorisation du poste d'agent technique hautement qualifié (niveau 5) au poste d'agent de qualification supérieure (niveau 6). Cette revendication correspond à 400 F d'augmentation. Au service Paie, 30 employés n'ont pas le niveau 6. Ils sont 12 dans ce cas au service du Personnel.

Depuis 8 jours, à 3 reprises, des employés de ces deux services se sont réunis pour discuter ensemble de la revendication et de la façon de s'organiser pour la réclamer.

Au cours de l'une de ces réunions, ils décidèrent de déposer leur revendication à la direction, dont la réponse négative ne se fit guère attendre. Devant cette fin de non-recevoir, des employés envisagèrent de faire grève, ne serait-ce qu'une journée, pour montrer leur mécontentement.

Mardi 6 décembre donc, 22 employés des services Paie et Personnel se réunissaient pour préparer leur mouvement. Lors de cette assemblée, une journée de grève fut décidée pour le jeudi 8 décembre. L'un des employés proposa l'élection d'un Comité de grève : sept personnes y furent élues, cinq du service Paie et deux du service Personnel.

A l'assemblée du jeudi matin, jour de la grève, 44 employés étaient présents, la presque-totalité des employés concernés du service Paie, plusieurs du service Personnel et des Unités de Gestion Viala et Pleyel ; 13 employés qui avaient déjà le niveau 6 s'étaient joints aux grévistes par solidarité.



Le Comité de grève proposa des textes d'affiches à apposer dans la Caisse, une déclaration à porter à la direction générale, une intervention à faire aux portes de la cantine, une permanence dans le hall de relax et de contacter les services Paie et Personnel des différentes Unités de Gestion de la région parisienne. Hormis l'intervention aux portes de la cantine, toutes ces propositions ont été acceptées.

A 11 heures les grévistes sont allés porter leur déclaration à la direction générale. Elle les a reçus, mais s'est déclarée incompétente. L'après-midi s'est déroulé en rédaction d'affiches, d'une lettre à l'UCANSS et de comptes-rendus écrits aux Unités de Gestion.

La grève a été bien accueillie dans l'ensemble de la Caisse. C'était un peu la surprise. Cela faisait un an qu'aucun mouvement n'avait eu lieu.

Après cette journée, les grévistes avaient le moral. Ils avaient marqué le coup. Et en fin d'après-midi certains parlaient même de remettre ça en janvier, si d'ici là la direction ne répondait pas favorablement à leur revendication. Alors, affaire à suivre...

Correspondant LO

(Lyon)

## Grève à Jeumont-Schneider

Les travailleurs de Jeumont-Schneider ont repris le travail lundi 12 décembre, après 8 jours de grève. C'est en effet le vendredi 28 novembre qu'ils avaient décidé la grève de 24 heures reconductibles, pour une augmentation de 500 F pour tous, le maintien du pouvoir d'achat, l'embauche des jeunes sous contrat et le paiement des heures de grève. Et toute la semaine suivante, la grève avait été revotée, chaque jour, pour le lendemain.

Le jour du démarrage de la grève, il y avait 90 % de grévistes, en comptant tout le personnel, y compris les cadres. Ce nombre a diminué, surtout à partir de jeudi, mais il y avait quand même encore 70 % de grévistes. Cependant s'il y a eu, les trois premiers jours

de la semaine, 350 travailleurs présents aux assemblées générales du matin, ils n'étaient plus que 200 jeudi et vendredi.

Parmi les grévistes présents, il y avait une minorité d'ouvriers très actifs, en particulier des jeunes. Ce sont eux d'ailleurs qui avaient contribué au démarrage de la grève. Et un bon nombre d'entre eux faisaient partie du Comité de grève.

Celui-ci a organisé des diffusions de tracts dans les entreprises du quartier, où elles ont rencontré un bon accueil. Et mercredi, c'est à l'appel du Comité de grève que 250 grévistes ont manifesté dans les rues du quartier.

Pendant toute la grève, les grévistes ont laissé entrer ceux qui voulaient travailler.

DANS  
LES ENTREPRISES



En effet les piquets de grève se voulaient seulement dissuasifs. Il n'y avait qu'une minorité de grévistes qui souhaitaient tout bloquer, et les autres n'étaient pas assez déterminés pour aller jusque-là.

C'est donc jeudi qu'il y a eu une centaine de non-grévistes de plus. Et c'est le même jour que le nombre de grévistes présents a diminué.

Alors la CGT a essayé de profiter de la situation pour proposer un vote à bulletins secrets.

Depuis le début, la CGT était pour des débrayages plutôt que pour la grève reconductible. Et, si elle n'osait pas le dire franchement, elle le laissait entendre dans les discussions. Mais quand elle a tenté de faire un vote à bulletins secrets, les grévistes ont

été contre, et c'est finalement à main levée que la grève a été reconduite. Cinq personnes seulement se sont prononcées contre la poursuite de la grève, dont un militant connu de la CGT. Et l'après-midi, quand la CGT a repropo- sé un vote à bulletins secrets, il s'est ensuivi de longues discussions où les responsables de la CGT se sont fait prendre à partie par des travailleurs qui leur demandaient ce qu'ils voulaient et s'ils étaient pour ou contre la grève.

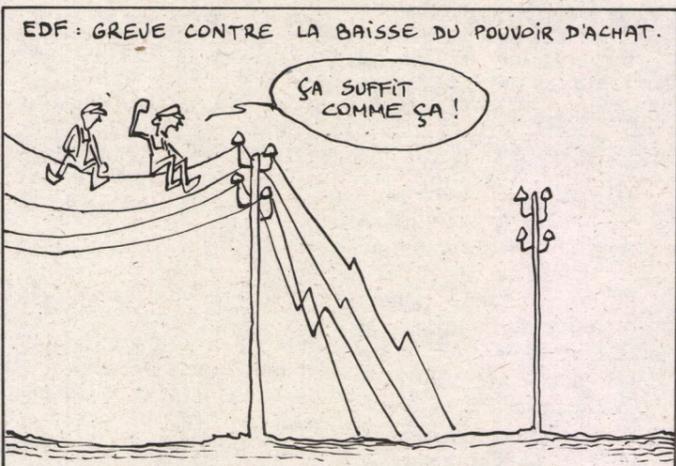
Vendredi, le moral des grévistes avait baissé et la minorité la plus décidée disait qu'il fallait tout bloquer ou reprendre le travail. Avec eux, le Comité de grève a décidé de bloquer l'usine lundi matin et a trouvé 70 personnes pour le faire dès 4 heures du matin.

Le lundi matin ils étaient là, mais ils sentaient que l'ambiance était à la reprise. Et vers 7 h, quand un grand nombre de travailleurs se sont présentés pour reprendre le travail, le piquet de grève ne les a pas empêchés d'entrer.

A 9 h, il n'y avait que 120 personnes à l'assemblée générale. Tous pensaient qu'ils étaient trop peu nombreux pour pouvoir continuer. Ils ont donc décidé de reprendre le travail l'après-midi tous ensemble.

En attendant, tout le monde s'est retrouvé au café et les discussions allaient bon train. Bien que le patron n'ait rien cédé, les travailleurs sont contents d'avoir montré qu'ils n'étaient pas des « grévistes bidons », comme le prétendait le directeur au début du mouvement.

## Le 13 décembre : grève à EDF-GDF



L'ensemble des fédérations syndicales d'EDF appelaient le personnel à se mettre en grève mardi 13 et à manifester, pour certaines

d'entre elles, le matin, à la veille des négociations salariales avec la direction.

Pour Paris, la participation à la grève a été de

50 %, plus importante de 10 % que lors du mouvement qui a eu lieu il y a un mois, mais auquel seule la CGT avait appelé. Pour les centres parisiens, la participation a oscillé entre 34 % à Paris-Sud et 63 % à Paris-Centre. Au Changement de Tension, la participation a été de 80 %. Fait notable, nombreux ont été les employés des services administratifs à faire grève cette fois.

La manifestation qui a eu lieu le matin a réuni quelques milliers d'agents, légèrement plus que lors du mouvement CGT de novembre.

La CFDT défilait derrière des banderoles réclamant l'application de la clause de sauvegarde et contre le blocage des effectifs.

Dans le cortège de la CGT, qui représentait le gros de la manifestation, les slogans réclamaient entre autres le maintien du

pouvoir d'achat. On entendait : « Non au chômage, oui à l'embauche », « Delors tu dors, Gattaz fait de l'or », « Les patrons peuvent payer, il faut les faire plier ».

L'ambiance y était, beaucoup plus que lors de la dernière manifestation, et les manifestants étaient contents d'en être, d'autant plus que nous avons défilé dans les beaux quartiers, où chacun a pu remarquer que ce n'était pas la crise pour tout le monde.

Mercredi 14 décembre, les fédérations syndicales rencontraient les directions générales d'EDF-GDF sur les salaires. Tous les syndicats ont demandé le maintien du pouvoir d'achat en 1983. La CGT quant à elle a demandé la revalorisation du salaire de base de 5 % au 1<sup>er</sup> novembre 1983. La direction a refusé, avançant que « les contraintes actuelles (directives gouver-

nementales) écartaient une telle hypothèse ». La direction a refusé d'entamer la discussion sur la clause de sauvegarde, c'est-à-dire sur le maintien du pouvoir d'achat en 1983. Elle a proposé d'augmenter le salaire de base de 2 % au lieu de 1,1 % initialement prévu au 31.12.83. 2 % que nous ne toucherions en tout état de cause que fin janvier 1984. A EDF, l'augmentation des salaires pour 1983 aura donc été de 7 %.

Tous les syndicats d'EDF-GDF ont considéré ces propositions de la direction comme insuffisantes et ont décidé de se revoir pour une éventuelle suite à donner au mouvement du 13 décembre. Pour nous, les choses sont claires : si nous voulons faire reculer gouvernement et directions sur les salaires, il faudra remettre cela.

Correspondant LO

## Grève avec occupation à la SOFAC (Ardèche)

Depuis le 27 novembre, une vingtaine d'ouvriers occupent les locaux de la SOFAC, à Bourg-Saint-Andeol dans l'Ardèche. Ils veulent ainsi s'opposer au démantèlement du matériel de leur entreprise par leur patron, qui dépose son bilan.

Cette unité d'un groupe puissant, qui possède des usines à l'étranger et en France, doit disparaître, aux yeux de Clergeaud, son nouveau patron. Les travailleurs, dans l'affaire ? Ils n'auraient qu'à rejoindre les chômeurs, déjà nombreux dans la région.

L'usine, qui fabrique du carton ondulé pour les emballages divers, a employé jusqu'à 180 personnes en 1977, en avril 1983, la direction du groupe a

annoncé la fermeture de cette unité. Les travailleurs ont occupé l'usine en août pour retarder les échéances.

Les pouvoirs publics, plus prompts à donner raison aux patrons qu'aux salariés, ont accordé les licenciements.

Aujourd'hui, ceux qui restent et qui n'ont pas accepté de partir moyennant indemnités n'ont visiblement pas l'intention de « lâcher » leur emploi. Unis entre eux, organisés avec la CGT, ils ont un atout en mains : le matériel moderne et coûteux installé dans l'usine, et que les patrons voudraient rembarquer.

La vingtaine de travailleurs qui occupent jour et nuit espèrent obtenir des pouvoirs publics la possibilité de faire

tourner l'usine sous forme de coopérative ouvrière.

Reste à savoir si ce projet peut aboutir. Mais après tout, les travailleurs n'ont rien à perdre. Ils ont le soutien de la population locale.

Les patrons « restructurent », « modernisent », « réorganisent » leurs profits... sur le dos des ouvriers. Ceux-là ne l'acceptent pas !

Correspondant LO

Lundi 12, un commando d'une soixantaine d'individus du SNPMI ont délogé manu militari la douzaine de travailleurs qui occupaient à ce moment. La CGT et la municipalité de Bourg-Saint-Andeol ont décidé d'appeler à une manifestation pour le mercredi 14.

CGCT Vaugirard (Paris 15<sup>e</sup>)

## Ras-le-bol !

La CGCT, entreprise de constructions téléphoniques, ancienne filiale d'ITT rachetée par l'Etat en 1982 pour 350 millions de francs, devait être la vitrine de la France. C'est en tout cas ce que promettait d'en faire le gouvernement. En fait, le nombre d'emplois n'a pas cessé de diminuer.

Il est encore question aujourd'hui de 2 000 emplois de trop. Et, du côté des salaires, c'est loin d'être une « vitrine ». Ce serait même plutôt bouché.

Alors que les travailleurs, là comme ailleurs, ont dû supporter le blocage des salaires de 1982, il n'y aura eu, en tout et pour tout, pour 1983, que 7 % d'augmentation générale. La direction n'a pas eu besoin d'attendre les consignes gouvernementales de 1984 pour considérer que, d'ores et déjà, en incluant les ratapages, les réajustements du prix du point, les promotions, nous aurions eu 10,7 % d'augmentation pour 1983. En tout cas elle est bien placée pour savoir

que nos salaires ne sont pas terribles. Elle s'est payé les services d'un cabinet pour comparer nos salaires à ceux d'autres entreprises de la région parisienne. Le résultat a été éloquent puisqu'il a révélé une différence de 10 à 15 % en moyenne, en notre défaveur.

Le mercredi 30 novembre, la direction annonçait donc ses mesures salariales pour 1984 : 1,5 % en juin, autant en décembre pour les augmentations générales, 1,5 % en « sélectives », 75 F minimum.

Trop c'est trop ! Et bon nombre d'entre nous ont pensé qu'il était quand même temps de le dire. C'est ainsi que 34 salariés d'un service (Technique) se réunissaient et décidaient d'aller à la direction dès vendredi pour réclamer 700 F d'augmentation pour tous, en essayant d'entraîner le maximum de salariés. Ayant appelé les autres travailleurs mécontents à se retrouver à la cafétéria, c'est à 270 qu'ils se retrou-

DANS  
LES ENTREPRISES



vèrent à fouler pour la première fois la moquette du P-DG.

Alors qu'il ne voulait recevoir qu'une délégation, ce fut l'entassement dans son bureau. Bien sûr, « *Il n'avait pas d'argent* » ! « *Si nous voulions sa démission, il était même prêt à la donner* » ! « *Et si nous n'étions pas contents, il ne nous retenait pas* » ! Devant

le tollé que cela a provoqué, il s'est excusé et s'est tout simplement refusé à répondre aux questions. Les 270 salariés de CGCT ont donc laissé leur P-DG muet comme une carpe, à ses méditations.

Le lundi, au rendez-vous que ceux-ci s'étaient donné pour faire le point, il y avait beaucoup moins de monde et il a été décidé de repren-

dre le travail. Cette protestation, pour limitée qu'elle ait été, a cependant laissé chez ces travailleurs le sentiment qu'ils avaient exprimé leur mécontentement. Une façon de montrer que l'austérité et la politique gouvernementale en matière de salaires, ça ne passait pas...

Correspondant LO

RENAULT - Billancourt

## Des travailleurs débrayent pour les salaires

Mardi 13 décembre, à l'appel de la seule CGT, plus d'un millier de travailleurs sur les 20 000 de l'usine se sont rassemblés place Bir-Hakeim, devant le bâtiment de la direction du personnel, où a lieu le Comité central d'entreprise.

Fournier, délégué central CGT, dans son discours, a réclamé « *de bonnes négociations sur les salaires 83 et 84... Le paiement à 100 % de la semaine de chômage de fin d'année...* ». Il a dénoncé la direction qui, actuellement, fait travailler le samedi des secteurs qui vont chômer demain. Pour lui, l'unité entre les syndicats est nécessaire pour

obtenir satisfaction « sur nos revendications ». Il a également dit, par rapport au gouvernement, que les travailleurs doivent soutenir ce qui est bien et lutter contre ce qui est mauvais.

Il y a eu très peu d'applaudissements.

Dans ce débrayage, les secteurs de professionnels des départements 70, 57, 36 étaient très représentés. Les OS, les employés et techniciens étaient très peu nombreux.

Après le discours, tous sont partis à travers Boulogne, en cortège, jusqu'au Siège social de la Régie. Les slogans criés à la sonde étaient « *De bons salaires*

*pour un bon pouvoir d'achat pour consommer* », « *Pour nos salaires avec la CGT on est toujours là* ».

Au Siège social, une délégation, grossie par quelques travailleurs ayant forcé la porte fermée, devait être reçue par la direction, et aussitôt, l'ensemble de la manifestation est rentré à l'usine de Billancourt.

Les travailleurs présents étaient contents de se retrouver ensemble, dans les rues de Boulogne. C'était le premier débrayage sur l'usine depuis l'arrivée de la gauche au gouvernement.

Correspondant LO

CHÈQUES POSTAUX MONT-PARNASSE (Paris)

## Nous n'avons pas changé d'avis

L'administration des Chèques Postaux organisait une consultation mardi 13 décembre sur la question de la suppression du 4<sup>e</sup> samedi. Ses propositions étaient les suivantes : maintien du *statu quo*, un samedi sur huit en allongeant la vacation ou en créant des retours supplémentaires (3 heures de travail en plus dans une après-midi tous les quinze jours quand on travaille du

matin).

Nous avons déjà fait grève le 6 octobre pour dire ce que nous pensions sur le sujet : nous voulons les samedis libres, sans récupération. Comme l'administration persistait à nous demander notre avis, et qu'elle nous proposait de choisir entre la peste et le choléra, c'est à une majorité sur les centres de Montparnasse que nous avons ajouté notre proposition sur

le bulletin de vote, à savoir samedis libres sans récupération.

Bien sûr, nous n'avons aucune illusion sur ce que l'administration va décider, et nous nous doutons qu'elle ne tiendra pas compte de cette proposition ! Mais en attendant, la plupart d'entre nous sont contents d'avoir dit à l'administration que nous n'entrons pas dans son jeu.

Correspondant LO

## ECHOS DES ENTREPRISES

**La réaction ne s'est pas fait attendre**

Environ 150 travailleurs ont donc débrayé jeudi après-midi pour protester contre le licenciement d'un ouvrier. Même si la possibilité d'exiger sa réintégration était mince, la volonté de donner un avertissement au patron a été claire.

Dans quelques ateliers, l'ambiance est plutôt tendue. Les altercations entre chefs et ouvriers sont plus nombreuses que d'habitude.

Alors, il était juste de marquer le coup, et qu'à l'avenir le patron se méfie.

(Extrait du bulletin Lutte Ouvrière SAFT Bordeaux).

**Un jeune de VB tué à Villeneuve**

Dans la nuit du 28 au 29 novembre, un jeune cheminot de la brigade VB du pont Wilson à Villeneuve a été tué, happé par le dernier banlieue. Une nouvelle fois un cheminot est tué au travail, une nouvelle fois c'est de nuit et sur les voies que cela se produit, comme récemment à Maisons-Alfort.

Ce n'est ni la fatalité ni une série qui continue. C'est la SNCF avec ses horaires et ses conditions de travail qui font qu'un cheminot se fait tuer. C'est tout cela qui fait qu'un jeune de 25 ans est assassiné.

(Extrait du bulletin Lutte Ouvrière SNCF - AMPSE).

**Qu' « Isa » ? Pas nous en tout cas !**

Les ISA, imprimés sans adresse, c'est-à-dire les publicités, sont ordinairement distribués soit par les entreprises elles-mêmes, soit par des préposés des PTT qui sont rémunérés ou compensés pour ce travail supplémentaire.

Il y a quelques jours, les PTT ont ventilé dans les bureaux de poste, et en particulier donc à Paris 17, une de leurs publicités concernant le CODEVI. Il aurait fallu que les préposés les distribuent... sans compensation.

Mais leurs imprimés sont restés où ils étaient et ils risquent de continuer à prendre la poussière tant qu'il n'y aura pas de compensation.

(Extrait du bulletin Lutte Ouvrière des PTT - Paris 17).

**La vitesse, c'est dangereux**

Lors du chronométrage de certaines pièces, au soudage CF 210, il y a deux semaines, deux camarades ont été pris de malaise. Obligés de souder sans discontinuer pendant un temps assez long, ils avaient inhalé trop de gaz nocifs, et après passage à l'infirmerie, ils ont dû rentrer chez eux. Qui dira après cela que chercher le rendement maximum ce n'est pas nuire à notre santé ?

(Extrait du bulletin Lutte Ouvrière SNECMA - Corbeil).

## « Le grand carnaval »

d'Alexandre Arcady

Tadjira, en Algérie, en 1942. Les troupes américaines débarquent. Les autorités locales, le maire, ses adjoints et l'armée française vichyste, après quelques instants d'hésitation, accueillent les Américains.

A Tadjira, la ville se métamorphose. Loin de la guerre, se succèdent les fêtes, les bals, les kermesses. Un homme est heureux, Léon Castelli (Roger Hanin), cafetier qui fait des affaires en or. La fortune lui sourit d'autant plus que Walter, officier de l'armée américaine, lui offre une pluie de dollars s'il accepte de se lancer dans le marché noir, avec les produits de l'armée américaine.

Etienne Labrouche (Philippe Noiret), maire de la ville, grand

propriétaire, est au-dessus de tout cela. Sa fortune est faite. Descendant d'une famille où l'on est colon de père en fils depuis des générations, il vit en tout bien tout honneur de l'exploitation des ouvriers agricoles algériens.

La ville est en fête, les dollars coulent à flots. Mais ce sont les Français, les colons qui en profitent. Pour la population algérienne, rien ne change. Les colons sont les maîtres et les Algériens doivent se plier ou périr. Tant qu'ils acceptent leur sort, tout va bien, mais dès qu'ils se révoltent, toute la hargne des colons ressort.

Le film est donc à deux niveaux. D'un côté on danse, on rit — et nous aussi —, de l'autre apparaît la réalité tragique qu'est la colonisation fran-



çaise : le travail exténuant dans les champs avec le contremaître tyrannique sur le dos, les coups de fusil pour ceux qui relèvent la tête et l'enrôlement forcé des Algériens dans l'armée française. Tout cela est montré dans des scènes très brèves, mais très frappantes.

Le réalisateur fait surtout

vivre sous nos yeux les Français établis en Algérie. Une population haute en couleur, pittoresque, pleine d'humour. Des gens bien sympathiques malgré leurs préjugés, qui considèrent l'Algérie comme leur pays et sont incapables de comprendre les aspirations naissantes dans la population algérienne à l'indépendance

nationale.

A travers l'ensemble de ses personnages, Alexandre Arcady nous brosse un tableau sans complaisance de l'époque. Et c'est cette peinture, plus que l'intrigue du film elle-même, qui donne tout son intérêt au film.

Marie-Claude SOLAC

## « Boat people »

d'Ann Hui

Quelle est la réalité du Vietnam du Sud aujourd'hui ? Il est difficile de s'en faire une idée à travers le film de Ann Hui, réalisatrice de *Boat people*, qui vit à Hong Kong, et qui s'affirme d'emblée hostile au régime vietnamien.

Son film est une dénonciation systématique du régime, de la dictature qui y règne, au travers de l'enquête imaginaire d'un journaliste japonais, qui aurait assisté en 1975 à la libération de la ville de Da Nang et

qui y reviendrait trois ans plus tard.

D'abord guidé par une employée des Services culturels, qui lui montre les réalisations économiques et culturelles du régime, on le voit partir seul à la découverte de la ville. Et il plonge progressivement dans l'enfer de la misère, de la prostitution, de la corruption, et de la dictature brutale et sanglante.

Certains aspects montrés sont sans doute réels : dans ce

pays pauvre, appauvri par trente années de guerre menée par les Français, puis les Américains, la réalité quotidienne est certainement très dure et n'a sans doute rien à voir avec les espoirs de ceux qui ont combattu l'impérialisme.

Mais tout ce qui est montré est horrible, sans nuances. A en croire Ann Hui, le régime est coupable de tous les maux. Et du coup, cela enlève de la crédibilité à son film.

Laurence VINON

## Sélection Dans les salles parisiennes

### Films récents...

**ERENDIRA.**  
de Ruy Gerra.

Un conte de fées d'après un scénario de Gabriel Garcia Marquez : quelque part en Amérique latine, Erendiria, prostituée et soumise par une grand-mère tyrannique, va, en rencontrant un ange blond, reprendre goût à la vie.

Forum Orient Express 1<sup>er</sup> (vo), UGC Opéra 2<sup>e</sup>, Quintette 5<sup>e</sup> (vo), UGC Champs Elysées 8<sup>e</sup> (vo), Lumière 9<sup>e</sup>, Olympic Entrepôt 14<sup>e</sup> (vo), Sept Parnassiens 14<sup>e</sup> (vo).

**AU NOM DE TOUS LES MIENS.**  
de Robert Enrico.

A travers la vie du Juif polonais Martin Gray, une évocation de la guerre, des camps de la mort et du soulèvement du ghetto de Varsovie de 1943.

Forum Arc en Ciel 1<sup>er</sup>, Odéon 6<sup>e</sup>, Normandie 8<sup>e</sup>, Paramount Opéra 9<sup>e</sup>, Paramount Montparnasse 14<sup>e</sup>.

**COEURS CAPTIFS.**  
de Michael Redford.

Des prisonniers italiens en Ecosse durant la dernière guerre. Ostracisme, hostilité, hypocrisie des « règles démocratiques »...

Studio Médicis 5<sup>e</sup> (vo).

**UN FAUTEUIL POUR DEUX.**  
de John Landis.

Le comportement est-il inné ou déterminé par le milieu ? A cette docte question Landis répond par une joyeuse pantalonnade.

Gaumont Les Halles 1<sup>er</sup>, Berlitz 2<sup>e</sup>, Saint-Germain village 5<sup>e</sup> (vo), Publicis Saint-Germain 6<sup>e</sup>, Ambassade 8<sup>e</sup>, George V 8<sup>e</sup>, Lumière 9<sup>e</sup>, UGC Gare de Lyon 12<sup>e</sup>, Paramount Galaxie 13<sup>e</sup>, Miramar 14<sup>e</sup>, Parnassiens 14<sup>e</sup>, Gaumont Convention 15<sup>e</sup>, Clichy Pathé 18<sup>e</sup>.

**LA TRAGÉDIE DE CARMEN.**  
de Peter Brook.

L'opéra de Bizet revu et corrigé par Peter Brook. En trois interprétations.

14 Juillet Parnasse 6<sup>e</sup>.

**UN AMOUR EN ALLEMAGNE.**  
de Wajda.

Pendant la dernière guerre dans un petit village allemand, une femme aime un prisonnier polonais : un interdit qui coûte la vie dans l'Allemagne nazie.

Elysées Lincoln 8<sup>e</sup> (vo).

**LA BALLADE DE NARAYAMA.**  
de Shohei Imamura.

Dans un village japonais, les vieillards doivent se retirer sur la montagne pour y mourir. Une légende mais aussi une description de la vie dure des paysans pauvres.

Hautefeuille 6<sup>e</sup> (vo), Gaumont Ambassade 8<sup>e</sup> (vo).

**RUE CASES-NÈGRES.**  
de Euzhan Palcy.

A la Martinique, l'oppression coloniale vécue principalement par un enfant antillais. Un film chaleureux et plein d'humour.

Rio Opéra 2<sup>e</sup>, Ciné Beaubourg Les Halles 3<sup>e</sup>, Danton 6<sup>e</sup>, 14 Juillet Parnasse 6<sup>e</sup>, Marbeuf 8<sup>e</sup>, 14 Juillet 15<sup>e</sup>.

**VASSA.**  
de Gleb Panfilov.

D'après une pièce de Gorki. La décomposition d'une famille bourgeoise et un portrait de maîtresse femme dans la Russie de 1913.

Cosmos 6<sup>e</sup> (vo).

**ZELIG.**  
de et avec Woody Allen.

Les aventures de l'homme-caméléon ou les malheurs comiques de celui qui voulait trop bien s'adapter.

L'Épée de Bois 5<sup>e</sup>, Publicis Matignon 8<sup>e</sup>.

**VIVEMENT DIMANCHE.**  
de François Truffaut.

Un agent immobilier est soupçonné du double meurtre de sa femme et de l'amant de celle-ci. Un exercice de style, drôle et plein de fantaisie.

UGC Opéra 2<sup>e</sup>.

**GANDHI.**  
de Richard Attenborough.

La vie et la carrière politique de celui qui passe pour l'« apôtre de la non-violence », et qui conduisit la lutte pour l'indépendance de l'Inde. Intéressant malgré le ton apologétique.

Cluny Palace 5<sup>e</sup> (vo).

### ... et moins récents

**VICTOR-VICTORIA.**  
de Blake Edwards.

Pour gagner sa vie, une femme se fait passer pour un homme qui se travestit en femme... Un coup de griffe désopilant contre les machos de tous poils !

Saint Michel 5<sup>e</sup> (vo).

**LES BAS FONDS.**

de Jean Renoir.  
Saint-André-des-Arts 6<sup>e</sup>, Studio 43 9<sup>e</sup>.

**LES DIEUX SONT TOMBÉS SUR LA TÊTE.**  
de Jamis Uys.

Une satire sur les méfaits de la civilisation et de la pro-

priété privée, symbolisées par une bouteille de coca-cola.

Impérial 2<sup>e</sup>, Marignan 8<sup>e</sup> (vo).

**LITTLE BIG MAN.**

d'Arthur Penn.  
Les aventures d'un Blanc face aux Peaux-Rouges. Un film sympathique, farfelu où l'on rit beaucoup.

Quintette 5<sup>e</sup> (vo).

**LE VOLEUR DE BICYCLETTE.**

de Vittorio de Sica.

Un drame du chômage à Rome, juste après la guerre.

Olympic Luxembourg 6<sup>e</sup> (vo).

**DE MAO A MOZART.**

de Murray Lerner.

Un reportage sur la tournée en Chine du violoniste Isaac Stern. Une occasion pour lui de nous faire partager son plaisir : la musique.

Calypso 17<sup>e</sup> (vo).

**DIVA.**

de J.-J. Beineix.

Les mésaventures d'un postier passionné d'opéra.

Rivoli Beaubourg 4<sup>e</sup>, Grand Pavois 15<sup>e</sup>.

**LA TRAVIATA.**

de Franco Zeffirelli.

L'opéra de Verdi adapté de *La dame aux camélias*.

Vendôme 2<sup>e</sup> (vo), Bienvenue 15<sup>e</sup> (vo).

## Sélection

### Samedi 17 décembre

20 h 35. FR3. **La Dame aux camélias.** De Bolognini avec Isabelle Huppert. Deuxième partie.

21 h 25. TF1. **Droit de réponse.** C'est la revue de presse ! Ces messieurs les directeurs de journaux et rédacteurs en chef trouvent chez Polac une tribune de plus.

22 h 45. TF1. **Etoiles et toiles.** L'émission de Frédéric Mitterrand est consacrée à la sortie du film **Le Bal** d'Ettore Scola, avec une interview du metteur en scène.

### Dimanche 18 décembre

20 h 35. TF1. **Une femme à sa fenêtre.** Film de Pierre Granier-Defferre, d'après le roman de Drieu-la-Rochelle, avec Philippe Noiret, Victor Lanoux et Romy Schneider. En 1936, à Athènes, une femme de diplomate vient au secours d'un militant communiste pourchassé par la dictature de Metaxas.

21 h 40. A2. **Raphaël :** un documentaire réalisé par la BBC sur le grand peintre italien.

### Lundi 19 décembre

20 h 35. A2. **Grand échiquier : Folon.** Pour une fois, Jacques

Chancel a quelque peu changé la formule de son émission en donnant carte blanche au dessinateur Folon qui a lui-même filmé ce qu'il voulait montrer aux téléspectateurs.

20 h 35. FR3. Film : **Le guignolo** de Georges Lautner. Du burlesque à la sauce Belmondo.

22 h 30. TF1. **L'art au monde des ténèbres :** troisième émission de cette série consacrée à l'art préhistorique. Cette fois-ci sur les grottes de Lascaux.

### Mardi 20 décembre

20 h 35. FR3. **La dernière séance.** Emission d'Eddy Mitchell. Après les actualités Gaumont de 1958 et un **Bugs Bunny**, premier film de la soirée à 20 h 55 : **Le septième voyage de Sindbad** (film américain de Nathan Juran de 1958), un conte fantastique avec quelques trucages. Puis, à 23 h 05, **La charge de la brigade légère**, un film de 1936, de Michael Curtiz avec Errol Flynn. Une histoire d'amour et de guerre à l'époque de la domination coloniale anglaise aux Indes (1854).

22 h 40. TF1. **L'art au monde des ténèbres.** Quatrième et dernière émission de la série : au travers des peintures et des gravures connues, un aperçu de la civilisation magdalénienne.

### Mercredi 21 décembre

20 h 35. A2. **Un Noël de Maigret** avec Jean Richard dans le rôle du commissaire.

22 h 10. TF1. **Ludwig (Le crépuscule des dieux),** le film de Visconti sur Louis II de Bavière et son amitié (particulière) pour Wagner. Première partie de la version intégrale de ce film (il y en aura cinq).

### Jeudi 22 décembre

22 h 10. TF1. **Ludwig ou le crépuscule des dieux.** 2<sup>e</sup> épisode (voir mercredi).

22 h. FR3. **La flûte enchantée,** film de Bergman (1974) en version originale sous-titrée. Rediffusion. L'Opéra de Mozart servi par un des plus grands cinéastes du siècle. De quoi enchanter y compris ceux qui croient « ne pas aimer l'Opéra ».

### Vendredi 23 décembre

20 h 35. FR3. **Les tilleuls de Lautenbach.** Téléfilm d'après le roman de Jean Egen. Sur l'Alsace et les Alsaciens qui ont changé cinq fois de nationalité en 75 ans.

22 h 55. Cjné-club : **Vous n'avez rien à déclarer.** Un vaudeville avec Raimu et Pauline Carton.

## « Thérèse Humbert »

de Laurence Auriol



Thérèse Humbert, appelée au faite de sa gloire « la grande Thérèse » défraya la chronique de la fin du XIX<sup>e</sup> siècle au moment où une autre affaire — plus sérieuse celle-là puisqu'il s'agit de l'affaire Dreyfus — agitait et faisait des remous dans la vie politique française.

Cette femme de tête, avide de gloire, de notoriété et... d'argent, manigança de main de maître une des plus belles escroqueries de cette fin de siècle à la réussite de laquelle son mari et une partie de sa famille prêtèrent leur concours. La grande Thérèse s'inventa un riche protecteur américain, Robert-Henry Crawford, qui lui avait légué par testament une fortune colossale de 100 millions. Cet héritage malheureusement était contesté par deux neveux du défunt qui cherchaient par tous les moyens à faire annuler le testament et l'empêchaient de récupérer sa fortune.

Le « génie » de Thérèse fut d'accréditer cette fable pendant 20 ans. 20 ans pendant lesquels elle jongla avec la meute de créanciers qui se pressaient pour lui prêter de l'argent à des taux usuraires ou pour récupérer de l'argent qui tardait à venir. 20 ans pendant lesquels elle mena une vie fastueuse et où ses fêtes somptueuses attiraient le tout-Paris de la politique, de la finance, des lettres et des arts.

Jusqu'au jour où un obscur journaliste aussi ambitieux que Thérèse décida de retrouver coûte que coûte les neveux américains et finit par mettre au grand jour l'immense supercherie.

Il y eut un procès retentissant qui valut à Thérèse 5 ans de prison à peine... il y avait trop de beau monde impliqué dans cette affaire qui fut étouffée le plus rapidement possible.

Cette histoire véridique a inspiré un feuilleton qui vient de passer sur Antenne 2. Et les acteurs de la trempe de Simone Signoret et François Périer ont su donner consistance à ces personnages, héros d'une des plus grosses escroqueries du siècle dernier. Le livre par contre est plus décevant. Ecrit d'après le scénario du feuilleton, il reconstitue certes les dialogues de l'histoire, mais il n'a ni l'intérêt ni la consistance que les acteurs ont donnés aux personnages du feuilleton télévisé. Ceux qui ont vu le feuilleton auront peut-être du plaisir à retrouver ce qu'ils ont vu mais les autres auront le sentiment de ne lire qu'un scénario un peu sec à la place d'un bon roman.

Marie ANTONIN

Thérèse Humbert de Laurence Auriol. Ed. Albin Michel. 65 F.

### réédition

## « Retour en Afrique »

de Chester Himes

Le révérend Deke O'Malley propose à ses fidèles de Harlem de retourner vivre en Afrique contre le versement de mille dollars. Ce charlatan arrive ainsi à récupérer une coquette somme... qu'il se fait à son tour dérober.

Qui a commis ce dernier vol ? Le révérend lui-même ? Une organisation rivale du retour en Afrique ? Les partisans d'une réinstallation des Noirs dans le Sud des Etats-Unis ?

Les deux policiers noirs qu'affectionne Chester Himes, Ed Fossoyeur et Ed Cercueil,

veulent récupérer l'argent pour le redonner à tous les Noirs qui se sont fait escroquer. Ils apparaissent comme de super-héros qui n'hésitent pas à utiliser des méthodes brutales contre les malfrats au nom de la protection des intérêts de la population pauvre.

Cela fait de ce livre une espèce d'apologie des méthodes « musclées », sans même arriver à en faire un bon « polar ».

Joëlle GERARD

Retour en Afrique de Chester Himes. Collection 10/18. 29 F.

# SPECTACLE

## Yvan Dautin

Jusqu'à la fin du mois de décembre, vous pouvez aller applaudir Yvan Dautin qui se produit pour la première fois en récital à Paris, au Théâtre La Bruyère.

Il chante ses anciens succès : La Méduse, Les mains dans les poches sous les yeux, Monsieur Monsieur, Boulevard des Batignolles, mais aussi ses dernières chansons : L'amour-chagrin et Change-change, le cha-cha de la crise : « Changez-changez de cavalière, on se ramasse à la petite cuillère... la crise est rose, elle a bonne mine... la crise est rose, bonjour les épines. »

Le talent de Dautin c'est de sauter de la chanson qui joue sur les mots (Le papier bavard, Je fais du ski à Fresnes, Je suis schizophrène) à la chanson-tendresse, voire à la chanson-gravité (La mongole fière) avec un détour par le couplet social (Travail au noir, travail au gris).

Dautin ne se prend pas au sérieux et parvient à faire reprendre ses refrains par toute une salle... même si elle ne les connaît pas. Il est

patient Dautin. Il vous accorde une chance de les apprendre à votre tour. Une soirée en sa compagnie et vous repartirez avec des airs et des rêves pleins la tête.

Jacques FONTENOY

Jusqu'au 31 décembre. Théâtre La Bruyère, 5 rue La Bruyère, 75009 Paris. Location : 873.76.99. Prix des places : 90 F, collectivités : 55 F, étudiants : 40 F. Tarif de faveur à tous ceux qui se présenteront avec le journal *Lutte Ouvrière*.



## « Ces banquiers qui nous gouvernent »

de Jean Baumier



Nelson Rockefeller, banquier et vice-président des USA (aux côtés du président Gerald Ford). (UPI)

Pierre Moussa, ex-P-DG de Paribas, « intellectuel de gauche métamorphosé en grand bourgeois ». (AFP)

« Sous l'aiguillon du profit et de la concurrence, les banquiers sont, autant que les industriels, les bâtisseurs du monde de demain » proclame l'auteur dans sa préface. Voilà qui donne le ton général de ce livre, écrit par un journaliste du *Nouvel Observateur*, un ton plutôt admiratif, tout spécialement quand il s'agit des maîtres de la spéculation française.

C'est ainsi que Pierre Moussa, l'ancien dirigeant de Paribas qui avait réussi par des manigances à faire échapper à la nationalisation les filiales suisse et belge de la banque, est présenté comme un « intellectuel de gauche métamorphosé en grand bourgeois » (un compliment semble-t-il pour l'auteur). Moussa serait un homme plus épris de discussion philosophique et de sympathie pour le Tiers Monde qu'adepte de la religion du profit : dur à avaler !

Il est vrai que pour Baumier, comme pour beaucoup d'autres, le qualificatif « de gauche » a une signification plutôt large puisqu'il l'accorde aussi au nom de Horace Finaly, autre dirigeant de Paribas dans les années 1930 cette fois, supporter en son temps du Parti Radical et promoteur

de la guerre du Rif, qui permit à sa banque de mettre la main sur le Maroc (ce que l'auteur laisse deviner sans le dire ouvertement).

Malgré ce parti-pris plutôt irritant, ce livre est intéressant pour l'aperçu qu'il donne des multiples activités des banques notamment américaines et anglaises : spéculation, concentration, fusion, coups de bourse, tous domaines dans lesquels les banques anglo-saxonnes mènent la danse tandis que les autres banquiers français, japonais ou arabes tentent de les imiter avec plus ou moins de succès.

Le développement récent de la spéculation sur les marchés financiers américains est dépeint de façon assez saisissante. On y spéculait sur tout : les métaux, le coton, les carcasses de porcs congelés, et les bourses des différentes villes se livrent une concurrence acharnée pour attirer les spéculateurs.

Au détour des pages, on apprend aussi que sur les trois fils Rockefeller qui pratiquent la banque, l'un Winthrop, a été élu gouverneur républicain de l'Arkansas, le deuxième, Nelson, fut vice-président républicain des Etats-Unis du

temps de Gerald Ford et le troisième, David, lui succède dans la coulisse en devenant conseiller du président démocrate Carter...

Jean Baumier raconte quantité d'autres exemples de cet ordre : par exemple, celui du chantage que firent les banques suisses en 1960 pour contraindre Harold Wilson à abandonner un programme de dépenses sociales (mais n'était-ce pas aussi un prétexte ?) ou encore les coulisses de la spéculation contre le franc.

Le livre se termine en rappelant que le risque d'un effondrement brutal du système financier international par des faillites en chaîne est aujourd'hui un danger que les banquiers eux-mêmes ne nient pas.

L'auteur en dit souvent peu et manifeste une complaisance certaine vis-à-vis des hommes et des institutions dont il parle. Mais les faits qu'il livre restent tout de même assez édifiants sur l'omniprésence des banquiers et sur leur capacité à faire argent de tout en laissant les dettes aux autres.

Pierre VERNANT

Ces banquiers qui nous gouvernent, de Jean Baumier, Ed. Plon, 65 F.

## « Combat pour la liberté »

de Pavel et Clara Thalman

Dans ce livre, Pavel Thalman, qui en est en fait le principal protagoniste, raconte les souvenirs de sa vie de militant. Il est né en Suisse en 1901. A 17 ans, il rejoint les Jeunesses Socialistes, puis se rallie à la Révolution d'Octobre et devient un des responsables des Jeunesses Communistes. Il sert de passeur aux représentants de l'Internationale communiste, qui franchissent la frontière entre la Suisse et l'Allemagne.

Il fait un séjour de trois ans à Moscou. Rentré en Suisse, il est journaliste dans la presse communiste. Il se lie à l'opposition communiste de Brandler, militant allemand, critique de la politique de « troisième période » de l'IC et qui refuse d'assimiler les sociaux-démocrates à des fascistes, mais qui s'abstient malheureusement de toute critique à l'égard de la politique stalinienne en URSS. Thalman est exclu du parti en 1928.

Parce qu'il se pose des questions sur l'URSS, ses amis politiques lui font une réputation de « trotskyste ». A la fin de 1933, il se joint à l'opposition trotskyste. En 1936, il part en Espagne avec sa compagne et un des dirigeants trotskystes, Moulin. Il milite dans les rangs du POUM, se lie aux militants anarchistes qui s'opposent à la participation des anarchistes au gouvernement. Le couple est finalement arrêté par la Güépéou qui entend bien faire taire tous les partisans de la révolution prolétarienne en Espagne. En prison, ils retrouvent un autre dirigeant trotskyste Erwin Wolf, qu'ils sont certainement les derniers à avoir vu vivant. (Moulin et Wolf ont été assassinés par les staliniens). Le couple échappe

de justesse aux staliniens et regagne Paris.

Thalman prend des distances vis-à-vis du mouvement trotskyste à son retour d'Espagne. Il se rapproche des partisans du « communisme de conseils (des « Ultra-gauche »). Sous l'Occupation, sa nationalité lui offre une protection sûre. Sa maison est un asile pour de nombreux réfugiés, Juifs ou militants politiques allemands. Il accueille ainsi un des dirigeants trotskystes allemands, Widelin, avec qui il aura une collaboration politique. Ensemble, ils éditent un journal internationaliste qui s'adresse aux soldats de l'armée allemande (*Arbeiter und Soldat — Ouvrier et Soldat*). Ce travail politique continuera jusqu'à l'arrestation et la disparition de Widelin.

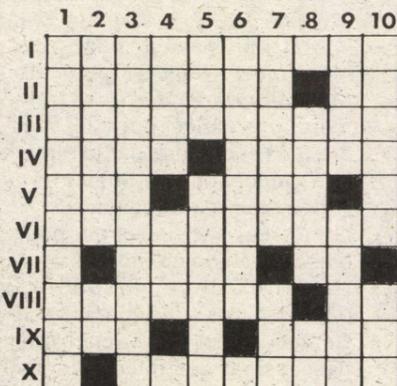
Dans le dernier chapitre, l'auteur se présente toujours comme partisan des idées conseillistes mais il abandonne toute référence de classe au prolétariat.

Ce livre de souvenirs d'un militant qui a milité plus souvent en marge que dans les rangs du mouvement trotskyste, où il n'a jamais eu de responsabilités, est un témoignage intéressant notamment sur la vie politique en Suisse à cette époque, la politique contre-révolutionnaire des staliniens en Espagne et sur le type d'activités qu'il était possible de mener sous l'Occupation quand on restait un internationaliste. Cela, même si Thalman, qui est décédé en 1980, ne tire pas vraiment un bilan politique de son expérience militante.

Jacques FONTENOY

Combats pour la liberté de Pavel et Clara Thalman, Ed. Spartacus, 355 p., 75 F.

## MOTS CROISÉS



Solution du n° précédent

	1	2	3	4	5	6	7	8	9	10	11
I	R	E	T	R	I	B	U	T	I	O	N
II	E	C	O	U	L	E	R	E	N	T	
III	P	R	U	N	E	S		E	T	A	
IV	R	I	P	E		T	E		R	E	
V	I	T	E		A	S	T	E	R	I	E
VI	M	O	T	E		E	N	V	I	E	
VII	A	R	S		P	L	A	I	E	L	
VIII	N	E		O	I	L		T	O	B	E
IX	D		D	I	G	E	R	E	R	A	S
X	E		A	M	E	R	I	R	E	N	T

### HORIZONTALEMENT :

I. Gendarme italien. II. Instrument à vent. Personnel. III. Devoirs scolaires. IV. Fleur bleue. Indiens. V. Préfixe indiquant la nouveauté. Désagréable au goût. VI. Transmises à distance. VII. Enlevât. Devant Omer. VIII. Avalée. On fête son jour. IX. Ronge le métal quand elle est forte. Toujours très attendue. X. Se place au-dessus d'un commerce.

### VERTICALEMENT :

1. Ordre architectural. 2. Tranchante. Affirmation enfantine. 3. Prend un certain genre de photos. 4. Beaux parleurs. Moments chauds. 5. Fit la fortune d'un baron. Rats. 6. Vend du rêve au rabais. 7. Personnes de petite taille. Sur le champ ou sur la tête. 8. Colorants minéraux. Milieu de page. 9. Volcan. Métal malléable. 10. D'un pays de l'Est. Venue au monde.

## Les raisons de l'intervention des Etats-Unis au Liban

Le 14 décembre, pour la deuxième fois en 48 heures, la marine américaine a bombardé des positions syriennes dans les montagnes libanaises à l'est de Beyrouth.

Cette fois-ci, ce sont les canons de 400 mm du *New-Jersey*, le plus grand cuirassé du monde, qui ont donné de la voix. Mais le choix du *New-Jersey* n'a pourtant rien à voir avec un souci d'efficacité. Une escadrille de bombardiers équipés de missiles air-sol aurait été infiniment plus efficace pour détruire les positions syriennes disséminées dans la montagne qui étaient visées.

En revanche, le choix d'utiliser le *New-Jersey* témoigne de la volonté des USA de donner à cette opération le caractère le plus spectaculaire possible, sans pour autant risquer une aggravation automatique des affrontements militaires. C'est en même temps une façon de préparer l'opinion à l'idée que, le cas échéant, les USA n'hésiteraient pas à intervenir dans un conflit de ce type, en jetant toute leur puissance militaire dans la balance.

Cela ne veut pas dire que l'on soit aujourd'hui à la veille d'une telle intervention en force au Liban. D'ailleurs, quel-

ques heures à peine après les coups de canon du *New-Jersey*, l'émissaire du président Reagan au Moyen-Orient, Donald Rumsfeld, était reçu par le ministre syrien des Affaires étrangères. Reagan semble opter pour le moment, du moins si on se fie à ses déclarations, pour un accord avec la Syrie. C'est en tout cas le sens des propos qu'il a tenus à la presse le jour même en affirmant : « *Nous ne voulons pas d'une guerre avec la Syrie, et ce n'est de toute façon pas pour nous lancer dans une guerre que nous sommes au Liban* ».

Différents facteurs peuvent jouer. Par exemple, le fait que Reagan doit compter avec sa propre opinion publique, et avec l'échéance électorale de novembre 1984 où il remettra son mandat en jeu. Or un sondage que vient de publier le *Washington Post* indique que 50 % des Américains sont hostiles à la présence des Marines au Liban. C'est une raison supplémentaire pour Reagan de se montrer rassurant. Et c'est sans doute cette préoccupation qui l'a amené à déclarer que si la situation au Liban tournait au « chaos », la force multinationale d'interposition devrait se retirer, Marines compris.

Mais l'intervention en force des puissances impérialistes au Moyen-Orient n'en reste pas moins une possibilité. Il y a quelques jours, au lendemain de la série d'attentats organisés au Koweïl par le Jihad Islamique contre les ambassades de France et des Etats-Unis, ainsi que contre divers édifices liés à l'impérialisme, la presse citait un responsable du Pentagone qui avait déclaré : « *Les USA, vraisemblablement avec la France, devraient prendre des mesures de représailles si la responsabilité de l'Iran ou de mouvements pro-iraniens était prouvée* ».

Et les attentats au Koweïl ne sont que l'un des nombreux facteurs de tension qui agitent cette région du monde. La volonté affirmée par Israël de s'opposer à un départ des forces de l'OLP de Tripoli qui ferait une nouvelle fois apparaître Arafat comme un « vainqueur », selon les termes du vice-Premier ministre israélien, Daniel Lévy, est un autre facteur de tension, qui s'est manifesté ces derniers jours par la multiplication des bombardements sur Tripoli par la marine israélienne. Sans compter la recrudescence des affrontements entre Druzes et Phalan-

gistes d'une part, entre l'armée régulière libanaise et la milice chiite Amal d'autre part, qui sont aussi des facteurs de tension qui peuvent avoir des réactions en chaîne imprévisibles. Et ce d'autant plus si ces tensions viennent à sortir du seul cadre libanais pour gagner les autres pays de la région.

C'est dans cette optique-là que l'intervention spectaculaire de l'artillerie lourde du *New-Jersey* prend son sens. Qu'il s'engage plus encore au Liban dans les semaines qui viennent, ou qu'il s'en tienne à sa présence actuelle, l'impérialisme américain veut montrer qu'il peut employer les grands moyens, soit en intervenant lui-même, soit en faisant intervenir d'autres puissances de second ordre comme la France, pour préserver son ordre, l'ordre impérialiste, au Moyen-Orient. Et il tient à ce que cela se sache. Il tient à ce que la population des pays arabes sache que c'est aux canons du *New-Jersey*, ou à leurs homologues français, qu'elle aura affaire en cas d'affrontement, et il tient à ce qu'elle en pèse les risques.

F. ROULEAU

## Les militaires toujours sur le pied de guerre, les travailleurs toujours mécontents

Nous ne savons pas comment les travailleurs polonais répondront à l'appel aux manifestations lancé pour le vendredi 16 décembre, par la direction clandestine de Solidarité.

Ces manifestations que Solidarité veut pacifiques ont pour objectif de commémorer l'anniversaire des massacres ouvriers lors des grèves de Gdansk en 1970, ainsi que l'assassinat des mineurs dans la mine de Wujek en 1981. Mais bien évidemment elles apparaîtront et elles seront des manifestations de protestation contre le régime des militaires.

Celui-ci multiplie les contrôles, les arrestations, les vexations contre la population. Walesa qui, après avoir reçu le prix Nobel, est allé dans la soirée du mardi 13 décembre déposer sa médaille et son diplôme à Czestochowa, dans une chapelle, a été arrêté pas moins de 13 fois, pour des contrôles policiers. De nombreuses voitures de la sûreté ne le quittent pas d'une semelle.

Le jour même des centaines d'affiches de Solidarité ont fleuri sur les murs dans plusieurs villes polonaises, montrant ainsi qu'il existe toujours une opposition au régime, deux ans après que Jaruzelski a pris le pouvoir, institué l'état de guerre, essayé d'anéantir totalement Solidarité et d'imposer des sacrifices à la population polonaise. Et aujourd'hui, le régime se prépare aux manifestations du 16 décembre.

C'est que le mécontentement de la population s'est manifesté à diverses reprises depuis quelques semaines : le 11 novembre dernier, des manifestations importantes (15 000 personnes à Varsovie) ont eu lieu pour l'anniversaire de l'indépendance de la Pologne. Le 15 novembre, des milliers de manifestants à Gdansk ont soutenu Jankowski, aumônier des chantiers, au moment de sa convocation devant le parquet.

Et en fait le pouvoir se heurte toujours au même problème,

celui de faire accepter de nouveaux sacrifices à la population. Et il redoute les réactions aux nouvelles hausses prévues pour janvier 1984 et qui iraient jusqu'à 50 %. Car au début novembre, le rationnement du beurre avait suscité des réactions, même dans les nouveaux syndicats créés par le pouvoir.

Du coup, le gouvernement propose une « consultation » pour les prochaines hausses, et « recommande de s'abstenir pendant la période de consultation » (sur les prix) de toutes mesures susceptibles d'« émouvoir l'opinion » et d'« aggraver la situation sociopolitique ».

Ainsi la population polonaise oblige le régime à une certaine prudence. Et c'est sans doute bien là une indication sur l'état d'esprit de la population polonaise : depuis deux ans que la dictature est en place, les travailleurs ne se sont pas soumis !

Laurence VINON

## L'arsenal répressif se renforce

Le régime des militaires n'a pas désarmé, il a renforcé l'arsenal répressif : la loi sur le parasitisme social par exemple, qui condamne au travail obligatoire tous les hommes sans emploi depuis trois mois, a été faite surtout contre les opposants qui ne trouvent pas facilement de travail lorsqu'ils sont licenciés : 23 190 personnes ont ainsi été condamnées depuis un an.

Il a créé un Comité de défense nationale (KOK) aux pouvoirs très étendus. Les forces de police ont été renforcées et peuvent avoir l'apport des appelés du service militaire en cas de besoin.

Des « groupes opérationnels de l'armée » ont été déployés ce mois-ci dans le pays pour resserrer le contrôle de la population. Toute participation à une action de protestation illégale est désormais passible de trois ans de prison : Anna Walentynowicz, grande figure des événements de 1980, vient d'être arrêtée à ce titre.